

Éducation

quelles revendications ?



mique ou du rectorat, suivi de l'évacuation par les forces de l'ordre, occupation par des comités de parents de plus de trente écoles sur le département, un boycott massif des démarches administratives inhérentes au fonctionnement de l'école, etc.

Plusieurs semaines de grève

Ce ras-le-bol important, partagé bien au-delà de la sphère syndicale, est aussi dû à la modification du paysage syndical enseignant en Loire-Atlantique: la Fen s'effondre avec l'émergence d'un Snuipp plus combatif, d'un Sgen-CFDT souhaitant se redonner une image revendicative, d'un SUD qui a pu s'imposer (non sans difficultés au début) dans l'intersyndicale. À noter qu'une certaine démocratie (même si tout est loin d'être parfait) a pu s'imposer avec des assemblées générales souveraines, avec des assemblées générales de secteur, avec des mandats très clairs (comme par exemple le refus de négocier à la baisse les 500 postes réclamés depuis le début du mouvement).

Face à cette mobilisation, le gouvernement a d'abord répondu par le silence, et par

- Barcelone, p. 3
- Guantanamo, p. 4
- Médecins en lutte ? p. 4
- Rythmes scolaires, p. 5
- Pédophilie, p. 5
- Malatesta, délinquance, pp. 8-9
- Du surréalisme, p. 10

Les instituteurs en Loire-Atlantique entre le silence et la répression

DEPUIS 1968, on n'avait pas connu une telle agitation (de plus de six semaines) dans le monde enseignant, avec de forts taux de grévistes (plus de 75 % en quelques jours), des assemblées générales avec des participations de parfois plus de 800 personnes. Ce mouvement témoigne avant tout d'un ras-le-bol face aux conditions de travail, face à une hausse démographique sans précédent sur le département, face à des classes surchargées. Des modes particuliers d'action ont été mis en place au cours des manifestations (deux ont rassemblé le 2 février et le 2 mars près de 10 000 personnes) qui ont vu près de 1 000 personnes pendant les vacances scolaires car, pour sortir de la routine des kermesses habituelles, des actions directes, plus radicales, ont été organisées avec occupation de l'inspection acadé-

le cynisme en proposant 54 postes contre les 500 réclamés et, ne voyant pas d'essoufflement du mouvement, par la répression, la provocation et par la tentative de criminalisation. La stratégie de la gauche plurielle, alliant alternativement, et avec intelligence, la répression et la négation, a toujours été utilisée et a atteint son paroxysme lors de la manifestation parisienne du 8 mars. Effectivement, près de 150 personnes qui se rendaient en car à Paris pour manifester devant le ministère de l'Éducation nationale et devant le QG électoral de Jospin ont été tout simplement séquestrées toute la journée par des forces de l'ordre (voir article en page 3). De même, auparavant, sur Nantes, après plusieurs jours de grève, le rectorat a refusé de recevoir une délégation. Les forces de l'ordre ont expulsé à plusieurs reprises les enseignants avec plusieurs blessés.

« Les hommes sont placés devant un sac de nœuds constitué par l'histoire.
En dénouer un laisserait le problème entier. Il faut trancher. »

Maurice Joyeux, *L'Anarchie et la société moderne.*

Suite page 3

M 02137 - 1273 - F: 2,00 €



FOP 2520

Vie du mouvement

Bordeaux

Vieille-Bourse du travail: lieu alternatif, ouvert, militant et culturel. Depuis le 10 janvier, des organisations syndicales, des associations culturelles et des individus occupent ce bâtiment public classé monument historique, bradé par la mairie. Venez rencontrer le collectif d'occupation et faire vivre ce lieu légué en 1897 par la mairie aux travailleurs. Collectif pour un centre syndical, associatif et culturel à la Vieille-Bourse du travail, 42, rue Lalande à Bordeaux (près de la DRAC).

Samedi 23 mars

Lille

À 21 heures, concert pop-rock au CCL, 4, rue de Colmar à Lille. Avec les groupes KungFu'77 (Bruxelles), Nutshell (Bruxelles), Theo Dei (Lille). Entrée: 5 euros.

Paris

Réunion-débat: « Portraits de femmes dans le mouvement anarchiste (1880-1914) » avec Sophie Kerignard. À 15 heures, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e (M^o Blanche ou Abbesses). Entrée libre.

À 18 heures, action du RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants). Rendez-vous au métro Barbès-Rochechouart.

Au CAE (Collectif anti-expulsions) aussi on fait des commémos: quatre ans de présence dans les gares et les

aéroports. Rendez-vous à 11 heures au RER B, gare du Nord sur le quai direction Roissy.

Action contre le publisexisme à l'initiative du collectif contre le publisexisme. Rendez-vous à 15 heures place du Châtelet.

Lundi 25 mars

Paris 7^e

Ouverture de l'exposition sur Jules Grandjouan, qui se déroulera jusqu'au 15 juin. Présentation d'un siècle d'iconographie politique. Musée d'histoire contemporaine-BDIC, Hôtel national des invalides, 129, rue de Grenelle, Paris 7^e.

Jeudi 28 mars

Lille

« Union sacrée sécuritaire: consensus politique et fantôme médiatique autour de la délinquance ». Conférence du groupe de la métropole lilloise de la FA, à 19 heures au Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar.

Vendredi 29 mars

Épernay

Dans le cadre de la « Semaine contre le racisme », festival de soutien à Mumia Abu Jamal et aux 10 ans du réseau No Pasaran, avec The Pets (punk-rock), Groovalistic (fusion), Banaï Raïa (punk-ska), Kochise (anarcho-punk) et Brigada Florès Magon (ska). À partir de 16 heures, débats et projections, au Palais des fêtes. Entrée: 8 euros.

Agenda



La Seyne-sur-Mer

Vidéo-conférence au sujet de « La Cécilia ». L'histoire d'une communauté d'anarchistes italiens fondée au Brésil, à la fin du XIX^e siècle, racontée par l'historienne Isabelle Félici. La soirée est proposée par le groupe Libertad. À 19 heures, Le Constay, 38, rue Berry. PAF: 3,05 euros.

Samedi 30 mars

Bordeaux

Journée de la terre, manifestation de soutien au peuple palestinien, départ 15 heures place Gambetta.

Dimanche 31 mars

Paris 11^e

Fête de solidarité avec les Franc-tireurs partisans. Rediffusion du vidéo-tract sur le cas des FTP; intervention du comité de soutien Pais SRA (Solidarité résistance antifa), infos, table de presse et musique avec Skunk (euskal ska, Euskadie) et The Chancers (polska ska, Tchèque). À 17 h. au CICP, 21 ter, rue Voltaire, Paris (M^o Nation). Entrée: 5 euros.

Radio libertaire

Jeudi 21 mars

Si vis pacem: de 18 heures à 19h30, « les guerres au Proche-Orient ».

Jeudi 28 mars

Si vis pacem: de 18 heures à 19h30, « L'écriture antimilitariste, creuset d'une expression désarmante ».

Mardi 2 avril

Pas de quartier: de 18 heures à 19h30, « Colombes, une ville sous surveillance » avec des habitants.

Samedi 4 mai

Chroniques rebelles: À 13h30 Jean-Pierre Levaray présente son livre *Putain d'usine*.

ITINÉRAIRE GASTON COUTÉ

Vendredi 22 mars

Saran (45)

Vers 18 heures au château de l'Étang, rue de la Fontaine, le P'tit crème fête ses dix ans et remet son nouvel enregistrement CD aux souscripteurs; tél: 0238732763.

Samedi 23 mars

Saran (45)

Spectacle en soirée au château de l'Étang, rue de la Fontaine, avec le P'tit crème et Bernard Gainier; tél: 0238732763.

Trooz (Belgique)

Bruno Daraquy chante G. Couté au Centre culturel Georges-Fassotte, 251, Grande rue.

Dimanche 24 mars

Roudon (45)

À partir de 15 heures, à « La tourne », sur les traces de Gaston Couté: visite du château à 11 heures; vers 15 heures randonnée. Tél: 0614313101.

Mardi 26 mars

Mantes-la-Jolie (78)

Au CAC Georges-Brassens, 18, rue Gassicourt (0130630330): « Les blues de Couté » par Thierry Gill accompagné à la guitare par Frantz Magloire.

Samedi 25 mai

À partir de 14 heures à la Maison de l'arbre chez Armand Gatti: forum libertaire de l'Est parisien à Montreuil. À l'initiative de la CNT, Alternative libertaire, Fédération anarchiste. Au programme: débat (critiques des formes modernes du capitalisme et de l'État, mondialisation et internationalisme, résistances sociales et récupération politicienne), atelier, espace enfants, spectacles, concert avec la participation des Chanteurs livreurs.

Photos et illustrations: droits réservés

Directeur de publication: Jacques Toubert
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimerie: Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Rédaction - Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél.: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

libertaire

Tarif	France	Sous pli fermé	Étranger
(hors série inclus)	(+ DOM-TOM)	France	
3 mois 13 n°	□ 20 €	□ 32 €	□ 27 €
6 mois 25 n°	□ 38 €	□ 61 €	□ 46 €
1 an 45 n°	□ 61 €	□ 99 €	□ 77 €

Abonnement de soutien: 76 €

Abonnement étranger: les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom.....

Adresse

Code postal Ville.....

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Éditorial

QUAND BARCELONE éternue, c'est l'Europe qui s'enrhume! Ce slogan détourné restera cette fois-ci non vérifié. Nous ne rêvons certes pas systématiquement de plaies et de bosses, mais les sommets mondiaux ou européens nous avaient jusqu'à présent habitués à des confrontations violentes et à des combats de rues d'une rare efficacité... sur le plan médiatique.

Les opinions publiques et le petit monde militant n'ont retenu de Gènes que la mort de Carlo et les affrontements directement causés par une police provocatrice et un état de siège insupportable. Berlusconi le fasciste avait jeté son masque de play-boy. Cette fois-ci ce fut beaucoup plus soft. On se bornera à constater une fois encore que les lois faites par les États sont taillées pour les États. Ce n'est pas une nouveauté. Les accords de Schengen ont bien évidemment volé en éclats et les cars bloqués à la frontière espagnole illustrent s'il en était besoin la peur pour les démocraties parlementaires de toute contestation globale et radicale. Dès lors on s'habitue l'un à l'autre. Et si ces sommets européens ne pouvaient avoir lieu que si tous les acteurs

étaient prêts. Un peu comme un rituel, comme deux vieux amants qui justifieraient la présence de l'un et de l'autre, comme deux vieux boxeurs habitués l'un à l'autre. Voilà un bien grand danger que justement prendre l'habitude de ces confrontations. Il y a même fort à parier que quelques militants du Parti socialiste étaient du voyage. La mondialisation capitaliste avance à grands pas. Mais la mondialisation des luttes semble rester un peu à la traîne. Petite devinette? Dans quel État européen La Poste, ou son équivalent, a été privatisée, ainsi que les compagnies d'énergie? Bien malin celui qui pourrait répondre spontanément. Les institutions ne se construisent décidément pas lors de ces sommets mondiaux mais bien dans le secret des conseils d'administrations. La World company est d'ores et déjà en ordre de marche et c'est à l'internationalisation des luttes qu'il nous faut nous atteler. La route est longue mais c'est désormais une question de survie.

Il ne restait plus aux manifestants de Barcelone qu'à prendre d'assaut le Central téléphonique. Il manquerait plus que ça...

Suite

De toute
marquer
quelques
France i
conscien
gnant, co
veulent n
tionnaire
qui ont à
calisme e
mortes.
montre a
min qu'i
batailles p
des mand
gence n'es



500 chaise

Eu

P
RÉS
der
lion
sonnes on
samedi 10
dans les
Barcelone,
sion du
européen.
encore, les
tants, pour
part pac
voulaien d
taliste. Et u
vés en butt
semble bien
soient à l'or
foule à coup
en caoutch
ou nous éc
dizaines de
Le même jo

Les instituteurs en Loire-Atlantique entre le silence et la répression

Suite de la Une

Corporatisme, émiettement des consciences

De toute évidence, ce mouvement va marquer (comme cela a été le cas dans quelques départements du sud de la France il y a quelques années) les consciences collectives du milieu enseignant, celles des jeunes militants qui veulent rompre avec la logique cogestionnaire de la veille garde syndicale, et qui ont à cœur de montrer que le syndicalisme et les luttes sociales ne sont pas mortes. Néanmoins, ce mouvement montre aussi ses limites et le long chemin qu'il reste à parcourir. Les dures batailles pour la démocratie et le respect des mandats ont montré que cette exigence n'est jamais acquise, qu'il reste des

relents de corporatisme. Effectivement, quasiment pas un mot n'a été prononcé pour les personnels des cuisines de Nantes qui étaient en grève en novembre et décembre. Effectivement, pas un mot sur les conditions des autres personnels de l'Éducation nationale (Atsen). Effectivement, pas un mot sur l'ensemble du personnel périscolaire (accueil, cantine, études, etc.) aux effectifs stables, payés 2 500 F par mois avec des amplitudes horaires sur une journée de près de 11 heures. La réalité corporatiste qui consiste à nier ou ignorer les conditions de vie d'une personne travaillant dans le même bâtiment est le reflet de l'échec du politique (« nous » vivons encore sur la perte des illusions marxistes sans les avoir remplacées) et donc du rôle strictement ou trop sectoriel du syndicalisme et de la lutte sociale.

Théo
Nantes



500 chaises pour 500 postes ! (photo revue École émancipée)

Ville de Paris

Une manifestation entière d'enseignants de Nantes séquestrée par la police

C'EST QUI s'est passé dernièrement le vendredi 8 mars est extrêmement grave et probablement sans précédent pour les libertés publiques. Une délégation d'instituteurs en lutte pour des créations de postes d'enseignant, et de parents d'élèves, venant de Nantes, composée d'environ 140 personnes (trois autocars) devait être reçue au ministère de l'Éducation nationale, puis aller ensuite manifester pacifiquement au siège du Q.G. « atelier » du Premier ministre, candidat à l'élection présidentielle. Or, en fin de matinée, les trois autocars ont été pris en charge dès l'autoroute de l'Ouest par des agents des forces de l'ordre en motocyclistes, certains en civils. Après avoir ordonné par gestes que les trois autocars mettent leurs « warnings », ils ont obligé le convoi à suivre un itinéraire précis à travers Paris, traversant les carrefours au feu rouge, sous la surveillance d'un nombre appréciable d'autres forces de l'ordre postées sur l'itinéraire.

Un peu plus tard, le convoi ainsi kidnappé était arrêté à proximité du siège du ministère de l'Éducation nationale, dans la section de la rue de Grenelle située précisément (sauf erreur de notre part) entre la rue du Bac et la rue Saint-Simon. Un côté de cette section très limitée de la

rue de Grenelle était barré par un rideau de gardes mobiles. Dès que le cortège des manifestants a été conduit dans cette section de rue, un autre rideau de gardes mobiles s'est déployé à l'arrière, pour interdire toute sortie en direction du boulevard Raspail. Tous les manifestants ont donc été pris dans une souricière (à l'exception de la délégation syndicale qui a été autorisée à être reçue au ministère, d'ailleurs sans résultats). Les 140 citoyens présents ont été ainsi séquestrés en plein Paris, sans aucune information, durant tout l'après-midi, jusqu'au moment où, le soir venu, leurs autocars ont été rapprochés sur place, pour les ramener à Nantes, toujours sous bonne escorte jusqu'à la sortie de Paris.

140 citoyens privés de liberté durant environ quatre heures, sans mandat judiciaire, avec par instant des difficultés pour boire, se nourrir ou aller aux toilettes, ne disposant que de leurs téléphones mobiles pour alerter le service juridique de la Ligue des droits de l'homme. C'est une situation qu'aucune menace de trouble à l'ordre public ne justifiait (le cortège étant composé d'enseignants et d'enseignantes du primaire, et de parents, tout particulièrement pacifiques et bon enfant). C'est une situation d'enfermement potentiellement dangereuse pour la

sécurité des personnes, y compris en cas de panique, de besoin de sortir en urgence, de problème sanitaire. C'est une situation qui aurait été criminogène si l'un des manifestants s'était énervé. S'agissait-il d'une provocation insidieuse à la violence? C'est une voie de fait. Depuis quand est-il interdit en France à un individu de quitter librement une manifestation et de circuler librement à sa guise? C'est enfin une atteinte à la liberté de manifester: le cortège nantais n'a pas pu se rendre en masse au Q.G. de campagne du candidat Premier ministre à l'élection présidentielle, comme il avait été prévu en assemblée générale à Nantes.

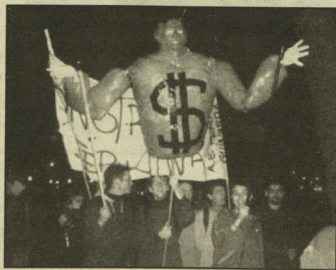
Est-ce un nouvel exemple de répression du mouvement social, au moment où il fait l'objet de tentatives inédites de criminalisation (comme les procès OGM et de Millau)? Nous demandons aux syndicats, aux organisations de défense des droits de l'homme et à la presse d'ouvrir une enquête auprès de la préfecture de police de Paris pour savoir ce qui s'est vraiment passé ce vendredi 8 mars. Selon une riveraine du site, un tel enfermement n'a jamais eu lieu et, en tout cas, pas depuis au moins 1968: séquestrer une manifestation entière, et ce durant une demi-journée.

Luc Douillard

Barcelone

Europe de la liberté ?

PRÈS D'UN demi-million de personnes ont défilé samedi 16 mars dans les rues de Barcelone, à l'occasion du sommet européen. Une fois encore, les manifestants, pour la plupart pacifiques, voulaient dénoncer la globalisation capitaliste. Et une fois encore, ils se sont trouvés en butte à la violence de la police. Il semble bien que les « forces de l'ordre » soient à l'origine des troubles, attaquant la foule à coup de gaz lacrymogène, de balles en caoutchouc et de matraques. À l'heure où nous écrivons, on dénombre plusieurs dizaines de blessés et autant d'arrestations. Le même jour, de très nombreux militants



restés bloqués à la frontière, retenus par la police française. À Perpignan, un millier d'entre eux ont manifesté contre cet état de fait. On voyait la tendance se dessiner depuis Prague, Göteborg et Gènes, cela se confirme: l'Europe en construction est celle de la répression, du déni des libertés fondamentales, du totalitarisme larvé.

Göteborg et Gènes, cela se confirme: l'Europe en construction est celle de la répression, du déni des libertés fondamentales, du totalitarisme larvé.

Comptes-rendus plus complets dans les prochains *Monde libertaire*

Crise de foi

Va mourir pour mes idées !

ACTUELLEMENT, tous les médias martèlent l'idée que l'islam est une religion tolérante et que le Coran est un livre de paix. Cela est dû aux répercussions des attentats du 11 septembre: il faut faire le distinguo, à tout prix, entre les « bons » musulmans modérés et les « mauvais » musulmans terroristes qui se servent de la religion pour justifier leurs attentats.

Outre le fait que les notions de « bon » et de « mauvais » sont subjectives et simplistes, nous assistons à une véritable propagande: dès qu'un imam parle de paix, les médias relayent l'information; dès qu'un imam parle de guerre sainte, les médias passent sous silence l'information. Et, pourtant, il s'en passe des choses qui prouvent que l'islam est loin de respecter les individus, la liberté de conscience et d'opinion.

Ainsi, le rassemblement des ulémas, qui a regroupé au Liban 120 chefs religieux, chiites et sunnites, venus de 35 pays (ce qui n'est pas rien), a légitimé dans son communiqué final « les opérations suicides contre les ennemis sionistes, (qui) se fondent sur le Coran ». Pour eux, les attentats-suicides ont un caractère sacré: tu tues, tu meurs et te voilà au

paradis. Tel est le message qu'ils délivrent au peuple palestinien qui vit dans une pauvreté économique et sociale et un manque de perspective politique. Cette misère, ce manque de projet creuse le lit de l'idéologie fanatique des chefs religieux qui encensent l'attentat suicide du kamikaze du haut de son minaret, mais qui, rassurons-nous ne montrera pas l'exemple. À croire que ces chefs religieux qui soufflent sur les braises sans jamais périr dans l'incendie qu'ils provoquent ne sont pas pressés d'aller au paradis.

Chacun son rôle, les chefs commandent, les pauvres obéissent et meurent, au nom de Dieu, du Coran, de la Patrie, de la Bible. Tant de morts pour rien.

Régis Boussières

La brochure *Les Crises de foi* en soutien au groupe Kronstadt est encore disponible. Elle reprend des « crises de foi » parues dans *Le Monde libertaire* ainsi que des inédits. Vous pouvez la commander en écrivant à la Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, pour 5 euros (port compris, chèque à l'ordre de Kronstadt). Si vous voulez avoir des arguments contre les calotins de toutes confessions, il n'y a pas à hésiter, vous ne serez pas déçus.

La barbarie impériale ou l'esprit de Guantanamo

D'HABITUDE, on ne parle guère de cette base militaire des États-Unis située sur une enclave de la côte du sud-est de Cuba, qui n'a pas de relations officielles avec le colosse du Nord et subit son embargo depuis quarante ans. Ce qui s'y déroule actuellement, avec la mise en scène de l'emprisonnement des membres d'Al Qaïda, dévoile encore une fois l'arrogance d'un impérialisme sans aucune limite.

Guantanamo est une création de l'impérialisme. Après la guerre menée contre l'Espagne en 1898, les États-Unis ont conquis et dominé Cuba, Porto Rico et les Philippines. L'établissement de la base militaire de Guantanamo à Cuba permettait un véritable tremplin pour toutes les interventions en Amérique latine: un endroit idéal – hors des États-Unis – pour s'entraîner et mener des actions secrètes.

La révolution cubaine de 1959 ne changea rien à cette situation. Les gouvernements successifs des États-Unis ont toujours refusé d'abandonner cette base en dépit des demandes réitérées du gouvernement cubain. En 1963, l'invasion de Cuba orchestrée par la CIA se solda par un échec, mais les incursions, les sabotages et les assassinats continuèrent. De même que l'embargo économique n'a jamais été levé, l'occupation de Guantanamo persiste.

Pour les révolutionnaires du monde entier, et en particulier du continent latino-américain, Guantanamo est emblématique de la rapacité et du cynisme d'une puissance prête à tout pour maintenir sa domination et, par là, son exploitation des régions les plus démunies. L'esprit de Guantanamo, c'est l'arrogance du pouvoir, la volonté d'écraser et d'humilier les populations en lutte.

Comment interpréter autrement cette volonté d'anéantir des êtres humains? En Afghanistan, le mot d'ordre est de « détruire » l'en-

nemi; et tous les moyens sont bons comme pour les autres guerres menées par le « monde libre ». Bombes atomiques en 1945, guerre chimique et biologique au Vietnam, bombardements des civils et crémation des soldats irakiens en déroute pendant la guerre du Golfe. La réaction du gouvernement états-unien, à la suite du 11 septembre 2001, révèle sans hypocrisie une mentalité à la fois bornée et sanguinaire. Aucune tentative de comprendre les motifs qui poussent aux actes de sacrifice et de destruction. Aucune remise en question d'une politique engendrant la haine et le désespoir. Non, c'est le choix de l'intensification de la violence, c'est la volonté d'anéantir ceux et celles qui pourraient s'élever contre la logique de domination capitaliste.

Les dirigeants états-uniens s'assoient sur les accords de Genève concernant les prisonniers de guerre. Selon les lois internationales, les géôles de Guantanamo sont illégales. Priver les prisonniers de soins, les isoler, les humilier relève de la torture. Rien de nouveau, si ce n'est qu'il ne s'agit même plus, dans ce cas, de sauver les apparences. Comme dans les territoires occupés de Palestine, l'oppression s'exerce désormais sans masque.

Le spectacle monté par le gouvernement de George W. Bush à la base militaire de Guantanamo, où sont emprisonnés les membres présumés d'Al Qaïda, n'est donc pas surprenant. Les renseignements soutirés à ces pauvres types, embriagés dans une aventure folle et vouée à terme à l'échec, paraissent plus que douteux. Mais la situation est révélatrice de la logique même de l'impérialisme.

Les exécutions à répétition dans le Texas, la torture livrée en spectacle à Guantanamo, et la tuerie méthodique en Afghanistan sont les applications d'un capitalisme à visage découvert.

Larry Portis



Combien je vous dois, docteur ?

AH ! ils sont beaux nos médecins qui manifestent, qui se réunissent en AG, qui revendiquent... « Halte aux cadences infernales, nous ne voulons plus être les forçats de la médecine », braillent-ils. Il est temps de remettre les pendules à l'heure et de refaire de l'arithmétique médicale, afin d'étudier plus précisément les conditions de vie desdits forçats.

Certes, il existe des médecins libéraux démarant leurs activités, ou exerçant dans des zones saturées en praticiens, qui gagnent moins de 10 000 F par mois. C'est également le cas de jeunes médecins qui s'installent et qui subissent des tirs de barrage de toubibs déjà installés, et qui ne veulent rien lâcher.

Mais prenons un exemple significatif, celui d'un médecin, installé depuis dix ans dans une ville de province. Supposons que ce médecin travaille cinquante heures par semaine, ce qui est effectivement leur moyenne. Supposons encore que ce médecin travaille un tiers de son temps au domicile de ses patients et le reste à son cabinet. Supposons enfin que ce médecin, « très consciencieux », consacre un quart d'heure par patient au cabinet et vingt minutes à domicile (compris dans ce temps le trajet). Nous prenons encore comme référence les anciens tarifs à 115 F la consultation et 135 F la visite à domicile. Nous obtenons un chiffre d'affaires de 22 525 F par semaine ce qui nous donne 45 050 F par mois de revenus nets.

Il ne faut pas oublier d'enlever l'équivalent des congés payés de ces forçats, soit 10 %. Nous arrivons à un résultat final de 40 500 F. Il va sans dire que ce calcul est proportionnel. Ceux qui hurlent qu'ils bossent soixante heures hebdomadaires touchent 20 % supplémentaires soit environ 50 000 F nets par mois.

Les médecins se plaignent également des restrictions que leur impose la Sécu, mais ce sont les assurés sociaux qui en subissent les conséquences. Quand les médecins limitent leurs ordonnances de soins infirmiers, de kiné, d'exams de sang, etc. rien ne les empêche d'encasser leurs honoraires, même quand ils ne prescrivent pas ce que l'état du patient exige...

Le premier accord conclu entre le gouvernement et une partie des toubibs prévoyait quand même,



hormis la création de deux visites (l'une courante, l'autre plus approfondie), la majoration de la visite de nuit et du samedi après-midi à 600 F! (soit 100 % d'augmentation), et surtout l'application d'une majoration de 60 F par acte (soit 52 % d'augmentation) pour toutes les visites chez des patients venant de subir une intervention chirurgicale.

Rappelons que cette mesure était déjà appliquée pour des malades souffrant de pathologies

de longue durée et âgés de plus de 75 ans. Cette mesure, qui avait coûté 150 millions de F, avait été à l'époque décrétée pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées handicapées: vaste hypocrisie, mais réelle augmentation pour les médecins, qui ne passent pas une minute de plus auprès de leurs « vieux clients ».

Il ne faut pas oublier que les médecins libéraux sont les piliers du système de santé français et qu'en tant que tels, ils sont et seront choyés par les gouvernements. Les hôpitaux dans les petites villes ont eux, moins de chance. En effet, la rentabilité passe avant la notion de service public, et pour se faire soigner, il vaut mieux habiter à côté d'un CHU que près d'un hôpital local d'une sous-préfecture de la Creuse.

Les revendications des médecins, si elles aboutissent, auront comme effet d'augmenter nettement les cotisations de mutuelles, voire celles de l'Assurance maladie. D'où une impossibilité pour certains de se soigner correctement.

Et si les médecins spécialistes s'y collent également, nous arriverons très vite à un système américain, où malgré des assurances sociales, les gens ne pourront se soigner que partiellement. Il apparaît urgent que nous prenions en main notre santé avec une gestion directe de l'assurance maladie par les assurés sociaux, l'élaboration par des conseils locaux de citoyens de la politique hospitalière (ce qui éviterait les fermetures de nom-

breux hôpitaux) et la mutualisation des cliniques privées, principales gaspilleuses des budgets d'assurance maladie.

Mais en attendant, nous payons des cotisations de Sécurité sociale, que les gouvernements s'approprient, et dont ils décident l'utilisation, sans nous rendre de compte. L'alibi démocratique de cette procédure est établi par le fait que c'est le Parlement qui fixe annuellement « l'objectif national des dépenses d'Assurance maladie », après consultation... d'experts du gouvernement. Petite

anecdote, il y a un mois, les chiffres de l'Assurance maladie ont montré que pour l'année 2001, il y avait un excédent de plusieurs milliards de francs, mais... Kouchner vient de nous mettre en garde : nous nous sommes trop soignés cet automne et cet hiver ; donc, l'année prochaine, plus de bénéficiaires, mais un méchant pseudo-déficit.

De qui se moque-t-on ?

Bruno

groupe Caussimon, Nancy

UNE AFFICHE, placardée à grands frais dans de nombreux lieux publics, dit à peu près ceci (je cite de mémoire, je n'ai pu retrouver le texte exact) : « En sortant de prison, la première personne que rencontre un pédophile n'est pas toujours le médecin. Agissons pour rendre obligatoire le suivi médical des pédophiles. » Sur fond de petite fille avec nounours...

Cette affiche est scandaleuse par sa brutalité tendancieuse et par l'ignorance des problèmes de fond que montrent les auteurs. Entendons-nous bien, je ne défends en aucune façon la pédophilie, en témoignant les propos que j'ai pu soutenir à Bleuzy en septembre 2001. Mais il me semble nécessaire de se poser quelques questions, si l'on veut éviter aussi bien une fascination morbide pour un tel sujet que des lynchages d'une autre époque...

Et d'abord, ce terme de « pédophilie » fait florès depuis quelques années : c'est, à l'origine, avant sa médiatisation et sa reprise juridique, un terme psychiatrique qui a permis, et permet encore, de classer certaines déviations connues de tout temps. On parlait de la même façon, il y a encore trente ans, de l'homosexualité considérée alors comme une déviance de la sexualité « normale », afin de la classer dans la nomenclature psychiatrique ; et c'est sous l'influence de lobbies qu'elle a disparu du DSM3 (questionnaire visant à faire un diagnostic médical pour proposer un traitement). Rappelons qu'il y eut aussi, en URSS, des « schizo-déviant », considérés comme fous car hors dogme...

Or sous cette appellation (du grec : qui aime l'enfant), on range des faits radicalement différents en faisant un amalgame glauque et redoutable... Certes, il est des pervers, des psychopathes – bien individualisés dans le registre psychiatrique – dont la

visée, au travers d'un acte « sexuel », parfois redoublé par un inceste, reste quasi toujours la destruction de l'autre, de son être, de ce qu'il est en tant que « je ». Peuvent en témoigner les victimes qui, tout au long de leur vie, en subiront les conséquences : parmi celles-ci, amputation psychique de la vie sexuelle et amoureuse, abolition du corps, impossibilité de penser dans certains champs psychiques, enkystements intrapsychiques, etc., bien connus de ceux qui accueillent ces « grands traumatisés ». Mais on appelle aussi pédophiles – souvent, scandale médiatique oblige – des amours chastes ou sublimées, socialisées, qui ne visent pas en tant que telle la destruction de l'autre. Bien des pédagogues, des éducateurs, des enseignants, des prêtres, etc., ont des tendances pédophiles dans leur fond inconscient – mais leurs pratiques restent dans les limites morales fixées, *hic et nunc*, par une société donnée, et, bien souvent, ils vivent ces tendances dans une grande souffrance. N'oublions pas non plus les parties de touche-pipi entre enfants ou ados qui ont pu être stigmatisées ici ou là comme actes pédophiles.

C'est l'art et la manipulation des premiers – les pervers – de faire l'amalgame des deux extrêmes afin de brouiller les choses et de se disculper. Quand ils n'en appellent pas à Freud qui a parlé des enfants en tant que pervers polymorphes... dans un contexte théorique très précis : en aucun cas, « per-

vers » au sens que j'ai rappelé. Tous les intermédiaires sont possibles entre les meurtres de l'Yonne ou les viols de nourrissons, le voyeur de cassettes et le jeu du docteur entre un ado et un autre plus jeune. Il me semble impossible d'utiliser le même mot pour des choses aussi différentes. Faut-il alors restreindre le sens du mot à la perversion vraie, et en laisser alors l'usage aux juges et aux psychiatres ? S'il n'était déjà du domaine public, je serais tenté de le croire...

Par ailleurs, pourquoi évoquer la prison comme si cela allait de soi, tout en faisant appel à la médecine ? Il est exact que certaines personnes reproduiraient le geste qui les a fait condamner le jour même de leur sortie, ce qui montre l'inanité de cette solution pour protéger la société. Qu'il y ait sanction, dans la mesure où un être, un enfant, a pu être détruit, bien sûr – et que la société mette en acte des moyens pour empêcher des récurrences, certes – mais la prison change-t-elle le fond des choses ? Être traité de « pointeur » et en subir les conséquences dans les cellules, être exposé à la vindicte d'un quartier, d'un pays, cela s'apparente-t-il à la justice ou au lynchage ? Est-ce que cela a valeur de réparation pour la victime ? Autant le jugement lui-même, sa mise en scène, ses énoncés peuvent être l'amorce d'un douloureux et difficile travail de reconstruction chez la victime – et peut-être aussi chez l'accusé, à moins qu'il ne soit pervers et que tout ce procès n'accroisse sa

jouissance –, autant la peine de prison telle qu'elle se pratique actuellement semble peu pertinente et inefficace. Il faut inventer d'autres façons de faire.

S'en remettre au médecin, comme le suggère l'affiche, c'est au moins se voiler la face. Et, en cas de récurrence, hautement probable chez certains, qui accusera-t-on ? Or il ne faut pas se leurrer, un travail thérapeutique peut permettre à certains de se mettre en question et de changer réellement, mais cela ne ferait, chez d'autres, que servir la perversion elle-même : chacun se donnera bonne conscience, la peine sera réduite pour bonne conduite, la naïveté des médecins fera jouir le pervers qui attendra patiemment sa sortie... pour recommencer le soir même. Même si sa première visite est pour son médecin !

Que peut en effet la médecine dans ces cas de perversion vraie, qui se rencontrent aussi chez les femmes ? On a pu proposer des castrations chimiques ou chirurgicales, réclamées par certains pédophiles eux-mêmes soumis à d'irréfragables poussées dont ils ont très peur, mais il s'agirait là d'une politique du pire. Alors, si la médecine (mais s'agit-il de « malades » ? La sécurité sociale les prendrait-elle en charge ?), qui ne peut guère proposer que des psychothérapies analytiques adaptées, peut d'une certaine façon « normaliser » des personnes qui souffrent et demandent à changer, elle ne peut quasiment rien faire pour les perversions, pas plus que la prison. Alors, ne conviendrait-il pas de chercher d'autres solutions devant un problème qui pour l'instant dépasse notre compréhension ? Si tout ce qui concerne le corps, et plus encore la sexualité, a une dimension politique, que pourrait proposer une éthique anarchiste devant un tel problème ?

Philippe Garnier

Pour des rythmes scolaires réellement au service des enfants

« **I**L FAUT répondre aux besoins d'une société qui bouge avec les 35 heures. » E. Ferrand, adjoint au maire de Paris chargé des affaires scolaires, le laisse bien entendre : la société adulte impose de plus en plus son tempo à l'école.

« La semaine des élèves et des enseignants parisiens s'étendrait du lundi au vendredi, avec classe le mercredi matin de 8 h 30 à 12 heures. Des activités périscolaires facultatives seraient proposées le samedi matin.

Cette proposition de rythmes scolaires serait ainsi en accord avec le temps de travail organisé par le système économique : la RTT libère les adultes dès le vendredi après-midi et les semaines de congés se répartissent tout au long de l'année.

De moins en moins de temps morts pour le marché ! Les entreprises du loisir se bousculent pour prendre leurs parts, accaparer le temps libéré et séduire les municipalités.

Le débat sur les rythmes scolaires, vieux serpent de mer, refait

régulièrement surface. Au tour des villes de Lyon et Paris de mener le bal. Il y serait question de réformer les rythmes scolaires pour mieux coller aux évolutions sociales tout en respectant les rythmes des enfants. Les décisions prises dans les deux plus grandes villes françaises pourraient même avoir valeur d'exemple pour l'ensemble du territoire. Du coup, un véritable lobbying est exercé par certaines catégories aisées de parents qui font prévaloir leurs intérêts familiaux.

[...]

L'enfant comme « objet » de l'école, des parents, des marchés spécifiques est au centre des attentions ! Mais l'enfant comme être unique en construction n'est pas au cœur des réflexions sur le temps et l'espace qu'on lui accorde. Son temps lui est personnel, il ne se règle pas à coup d'activités, de programmation, de découpage. Il doit pouvoir s'étendre, se détendre au milieu des autres.

Pour nous, la réflexion demeure réductrice car elle limite le débat au cadre temporel de l'année scolaire

Conseil d'animation
de l'ICEM-Pédagogie Freinet
Le 24 janvier 2002

qui est elle-même un découpage artificiel ne permettant pas à l'enfant cette mise en relations. Respecter le rythme de l'enfant, c'est penser aussi sa progression sur plusieurs années, c'est se poser le bien-fondé du triptyque : un enseignant/un cours/une année.

[...]

En alignant toujours plus le temps scolaire sur le temps de tra-



vail des parents, se pose le problème de l'ouverture de l'école aux familles. L'abandon du samedi matin génère un appauvrissement des relations école-parents. Songeons par exemple à la richesse de l'« heure des parents » du samedi matin dans de nombreuses classes Freinet où les enfants présentent leurs œuvres, abouissement du travail de la semaine. Par ailleurs, la rupture de rythme occasionnée par un week-end de deux jours est préjudiciable à la majorité des enfants, comme en attestent les chronobiologistes mais aussi nos constats sur le terrain.

L'offre péri-éducative envisagée le samedi matin, à destination prioritaire des familles modestes ne serait-elle pas aussi pertinente le mercredi matin ? À l'opposé de l'esprit de consommation qui dicte trop souvent ces activités, c'est à une véritable implication de personnes dans des projets coopératifs, c'est à un appel au partenariat entre animateurs et équipes enseignantes, allant vers une réelle écoute et un accompagnement des projets d'enfants, qu'il nous faut travailler.

L'articulation du scolaire et du périscolaire sur la journée fait écho à d'autres débats. Le découpage du temps proposé par ce genre de réforme, morcelle encore plus l'accès aux savoirs : temps pour les savoirs fondamentaux, temps pour les savoirs artistiques, sportifs...

Attachés à une approche globale de l'enfant, induisant des apprentissages transversaux, nous dénonçons ce risque de division toujours plus fort de l'action éducative. L'enseignant sera-t-il limité à la transmission de « savoirs de base » ?

Qu'advient-il des enfants qui n'auront pas les moyens d'accéder aux espaces marchands périscolaires, compte tenu d'inévitables disparités entre les communes ?

Consommation d'école et de loisirs, sous l'emprise du libéralisme, ou implication et coopération éducative dans un contexte de temps libéré : on voit que cette question des rythmes scolaires nous ramène subrepticement aux problématiques d'une démocratie plus participative, intégrant les relations dans et autour de l'école.

Dans le monde

Crise en Argentine

La responsabilité cachée de la France

LA DICTATURE de Videla (1976-1983), qui a fait 30 000 disparus et 15 000 morts parmi les opposants au système, a posé les bases d'une économie néolibérale dans le pays. Ainsi, en sept ans de dictature, la dette extérieure a été multipliée par cinq, alors que la part des salaires dans le produit national brut est passée de 43 à 22 %. En 1982, la dette des entreprises privées est étatisée. À partir de 1983, les gouvernements dits « démocratiques » des deux partis traditionnels (justicialiste et Union civique radicale) ont continué et même accentué cette politique économique, poussant une partie de plus en plus importante de la population à la misère. « Prisonnière » de sa dette, l'Argentine suit à la lettre les « conseils » du FMI : privatisation et stabilité financière. Ces objectifs sont atteints à force de brader le patrimoine national, d'ajustements permanents sur les salaires et les budgets d'éducation et de santé, à force de laminer les services publics et de casser le système de protection sociale pour imposer les fonds de pensions.

Pour connaître le coupable, il faut d'abord se demander à qui profite le crime ! Il suffit de regarder parallèlement les effets de la politique néolibérale sur les grands groupes économiques et les gouvernements étrangers et ceux sur le peuple argentin pour y voir clair. L'Argentine est un cas d'école. Pays riche, il a suivi comme personne les mandats du FMI et connaît aujourd'hui la plus grande faillite de son histoire. Les multinationales et les sociétés étrangères contrôlent désormais 90 % des banques et 40 % de l'industrie. Le projet de mettre à terre l'appareil productif du pays pour en faire un terrain d'extraction des ressources humaines et naturelles pour les Américains et les Européens a marché. La France, fortement implantée en Argentine, est coresponsable de la crise actuelle et du désespoir de la population ; France Telecom est d'ailleurs un exemple plus que parlant.

France Telecom, appartenant totalement à l'État au moment des privatisations (début des années 90), détient 50 % du consortium Nortel, détenteur de 60 % de Telecom Argentina, société qui a acheté pour des milliards la moitié des télécommunications du pays. Alors que Telecom Argentina pense

clure l'année 2002 avec un bilan de 82 millions de dollars, le pays compte 14 millions de pauvres et 30 % de chômeurs. Depuis leur implantation, Telecom et Telefonica de España ont licencié près de 50 % du personnel, baissé les salaires et précarisé le secteur.

France Telecom se comporte comme un véritable prédateur dans les pays en développement. Ses acquisitions en Argentine lui ont rapporté de confortables bénéfices pendant des années. Pour autant, la direction de Telecom Argentina, dont France Telecom est actionnaire, décide une baisse de 10 % des salaires en novembre 2001. Devant le refus des représentants syndicaux de signer cet accord, la direction envoie un télégramme à 413 employés pour leur annoncer leur licenciement immédiat. La lutte des syndicats a freiné ces licenciements. La politique d'acquisition de France Telecom ailleurs dans le monde est toujours suivie des mêmes effets, comme cela a été le cas en Pologne, aux Pays-Bas ou au Danemark. En France aussi, la direction n'a de cesse de réduire les effectifs et les conditions de travail se dégradent toujours un peu plus. Le comportement de France Telecom nous concerne tous : salariés en France ou dans le monde.

Aujourd'hui nous appelons à réagir et à dénoncer France Telecom, un des exemples symboliques d'entreprises « paupérisatrices » implantées en Argentine. C'est pour cela que nous avons « escraché »* France Telecom et les autres groupes français (Carrefour-Promodes, EDF, TotalFinaElf, Danone), européens et américains le jeudi 14 mars devant le siège social de France Telecom, 6, place d'Alleray à Paris.

Hijos-Paris

* « Escracher » signifie mettre en évidence, dénoncer une personne ou une entité qui, protégée par l'impunité juridique, fuit la responsabilité de ses crimes. L'escrache est une forme de désobéissance civile, une condamnation sociale créée par Hijos, l'organisation qui réunit des enfants de disparus, d'assassinés et d'exilés de la dernière dictature militaire argentine pour dénoncer l'impunité dont bénéficient les tortionnaires.



Barcelone La grande marche

Trois cent mille manifestants au moins se sont retrouvés à Barcelone pour la marche finale de protestation contre le sommet de l'Union européenne, derrière une banderole qui disait : « Contre l'Europe du capital, un autre monde est possible ». Partis de la Plaça de Catalunya, de très nombreux jeunes gens ont rejoint le front de mer.

« Certaines personnes pensent qu'ils peuvent faire des choses qui ne rencontrent pas l'approbation de la grande majorité de la population », a déclaré le perspicace ministre de l'Intérieur espagnol, Mariano Rajoy. La présence d'importantes forces anti-émeutes (la capitale catalane, tout au long du sommet, a été étroitement surveillée

par 8 500 policiers, venus de toute l'Espagne), appuyées par des hélicoptères, faisait craindre une répétition des épisodes violents des récents sommets. Sur les deux kilomètres du parcours, les boutiques avaient baissé leurs rideaux de fer, à part quelques grands magasins gardés par des policiers.

Les organisateurs, dopés par une semaine d'action très réussie, espéraient la présence de plus de cent mille personnes – malgré un match de foot ! –, chiffre atteint par la Confédération européenne des syndicats le jeudi précédent. Ils furent exaucés bien au-delà de leurs espoirs.

D'après Tom Wheeler

A-infos

Prague

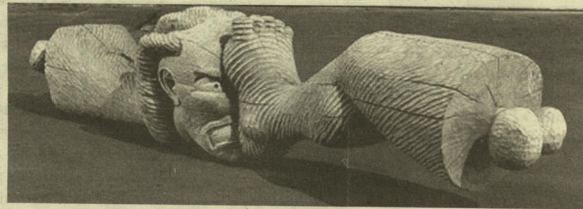
Anarchistes contre l'OTAN

LE 12 mars, les autorités tchèques célébraient le troisième anniversaire de l'entrée du pays dans l'OTAN : fanfare militaire, uniformes rutilants, feux d'artifices – probablement en hommage à l'action héroïque des troupes américaines en Afghanistan. Une vingtaine d'anarchistes, pris par la ferveur ambiante, ont décidé de fêter dignement l'événement. Ils vinrent donc, porteurs de pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Plus de guerres pour plus de fêtes ! », ou bien encore « Plus de civils

tués pour une meilleure démocratie ! » Arrivés sur les lieux, ils ont été bloqués par la police, ce qui prouve que seuls les bien-pensants ont le droit de s'amuser. On lut donc un discours – patriotique et militariste, bien sûr – que l'on salua comme de juste par des sifflets et une volée de slogans pacifistes, ce qui troubla les festivités officielles.

Petr Z.

Secrétariat international de la CSAF



USA : des antifascistes affrontent la Patrouille américaine

DANS la matinée du 8 décembre, la Patrouille américaine et la Coalition californienne pour la réforme de l'immigration ont organisé une action à la mairie de Anaheim, en opposition à la reconnaissance par la municipalité des cartes d'identités mexicaines. Les dits groupes, composés de racistes paranoïaques, croient que la Californie est victime d'un complot nationaliste mexicain pour coloniser et plus tard rétrocéder la région au gouvernement mexicain (la « reconquista »). Ils propagent des rumeurs à propos des immigrés « qui volent les emplois » et « dilapident les fonds publics ». C'est ainsi qu'ils appuient une ter-

reur brutale de surveillance contre les travailleurs latinos. Dans leurs manifestations, ils clament la « défense de la patrie » contre les immigrés. Une bruyante manifestation militante s'est opposée à eux, emmenée par une cinquantaine d'antracistes pour s'opposer à la horde d'environ cent fascistes. Divers coups furent échangés, occasionnant des blessures à quelques fascistes. La police de Anaheim s'est tenue à distance et n'a rien fait pour empêcher les affrontements. C'est alors que les manifestants fascistes ont dirigé leurs attaques physiques contre les manifestants latinos. Malheureusement, il n'y avait pas suffisamment d'antifas-

cistes pour pouvoir empêcher totalement cette action, et divers racistes purent tenir leurs discours. Les porte-parole vomissaient des rhétoriques contradictoires, et ont gaspillé pratiquement tout leur temps à critiquer les contre-manifestants qui étaient « contrôlés par Satan », « recevant leurs ordres de Ben Laden » ou à la solde du parti communiste.

Il est facile de rire de ces stupidités, mais une organisation fasciste de base est quelque chose de très dangereux. Leur rhétorique les amène à des pratiques écoeuvrantes. À d'autres occasions, ces groupes ont distribué des tracts invitant les gens à s'unir à eux et à « chasser » les immigrés sans

papiers, qualifiés de criminels qui viennent détruire les ranchs, voler et trafiquer de la drogue. Des membres de ces groupes envisagent de descendre sur la frontière séparant l'Arizona et le Mexique au cours des deux dernières semaines de mars. Un groupe de rancheros emmenés par les frères Barnett a attrapé plus de 3 000 personnes sans papiers et les a remis au service d'immigration. Il existe des preuves de tortures sur plusieurs d'entre eux avant qu'ils soient remis aux autorités.

En tant qu'anarchistes, nous devons toujours organiser le mieux possible notre opposition. Les « American Patrols » sont encore

plus dangereux pendant les périodes de difficulté économique car ils proposent des victimes expiatoires aux problèmes des travailleurs d'ici. Leur discours divise la classe travailleuse et renforce le patronat. Mais si nous restons unis pour combattre le racisme, nous aurons la force de notre pouvoir collectif et nous marcherons vers une société libre.

Regeneracion

Regeneracion est un petit groupe anarchiste de Pasadena, Californie du sud, USA. Il publie un journal qui reprend le titre créé par Ricardo Flores Magon à Los Angeles en 1910.

Nantes renoue avec ses traditions

L'ESCLAVAGE n'est pas qu'un souvenir, aujourd'hui il est encore d'actualité: on ne peut que constater une visibilité accrue de la prostitution. De plus en plus de prostitué(e)s sont présent(e)s dans différents quartiers nantais. Les « bars à hôtesses », les sex-shops, les sites Internet, etc., se multiplient.

La prostitution, une logique patriarcale...

La prostitution est un miroir grossissant de notre société. Nous sommes tou(te)s concerné(e)s. Sous couvert d'une pseudo libération sexuelle, on assiste plutôt à une mise à disposition du corps des femmes pour les hommes. La marchandisation des corps résulte de la domination masculine. Elle se retrouve aussi bien dans la prostitution, que dans le harcèlement au travail, les violences domestiques, les publicités sexistes, etc.

... et libérale

Dans un contexte de globalisation économique où les marchandises circulent librement d'un bout à l'autre de la planète, des gouvernements et des mafias se servent des femmes et en font de vulgaires objets de transaction. Profitant de la misère économique et sociale, de l'exploitation des classes les plus défavorisées (femmes sans papiers notamment) les hommes disposent des femmes, mais aussi maintenant d'enfants et d'autres hommes en toute légitimité.

Les prostitué(e)s sont des objets de transaction aux mains de différents acteurs. Sans client, il n'y aurait pas de prostitution. Du fait de l'éducation sexiste et de la construction masculine de la sexualité, tout homme est un client potentiel. Les clients sont de tout âge et de toute condition sociale. Moyennant argent, et l'anonymat qui va avec, les hommes assouissent leur soif de domination et de pouvoir. Quant aux gouvernements, mafias, proxénètes, ils en tirent un bénéfice financier immense en relayant la demande des clients, en rançonnant les prostitué(e)s, en prélevant des impôts, etc.

Se vendre: un non-choix

On n'arrive pas à la prostitution par hasard. Qu'elles soient vendues par leur famille, soumises au diktat d'un proxénète (à qui elles doivent une fortune et qui garde leurs papiers), ou bien qu'elles se prostituent pour survivre, les

femmes sont des victimes. Réagissons. La prostitution est un des vecteurs de la domination physique, économique, psychologique, des hommes sur les femmes. Ni le puritanisme ni les maisons closes ne contribueront à l'émancipation des êtres humains. Seule l'autonomie et l'indépendance des femmes, une remise en cause du pouvoir des hommes et de toutes les violences qu'ils exercent contre les femmes, une véritable éducation sexuelle et de manière générale une éducation non sexiste, peuvent faire disparaître la prostitution.

Quelques idées reçues

Le plus vieux métier du monde Faux. L'apparition de la prostitution est liée à l'urbanisation massive et à la société marchande. Parler de plus vieux métier du monde revient à dire que c'est comme ça, qu'on n'y peut rien changer. Cela permet de ne pas se remettre en cause, de ne pas questionner la sexualité masculine. En outre en stigmatisant les prostitué(e)s, on oublie que sans client, sans proxénète et sans État (les principaux bénéficiaires) la prostitution n'existerait pas.

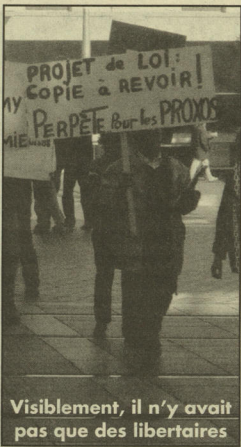


Prostitution = moins de viols

Faux. Des études récentes sur les violences contre les femmes, en France, contredisent complètement cette idée reçue en annonçant des chiffres terrifiants: plus de 2 millions de femmes victimes d'agression; chaque année, 70 % des viols ont lieu dans le cadre familial. Pourquoi les hommes payeraient-ils, alors qu'on leur apprend, dès le plus jeune âge, que les femmes sont là pour satisfaire toutes leurs volontés, pour subir leur domination.

Sexualité irrépressible des hommes

Faux. Avant cet argument légitimait aussi les viols. La sexualité masculine est empreinte d'une construction culturelle et sociale qui assimile désir-plaisir à pouvoir et domination. Arrêtons l'hypocrisie: clients = prostituants. Pourquoi nombre de personnes bien respectables (et parmi elles des personnalités politiques ou intellectuelles) se croient-elles autori-



Visiblement, il n'y avait pas que des libertaires

sées à demander la réouverture des maisons closes et/ou la création d'un statut « professionnel » à accorder aux prostitué(e)s (le tout bien sûr au nom de l'hygiène publique voire de l'égalité économique)?

Parce qu'ils s'identifient aux clients en toute sérénité, parce que le jeu médiatique qui prévaut est celui du silence et du faire-semblant: on fait comme si le libre arbitre existait, et que tout naturellement des personnes faisaient le choix de se vendre. On fait comme si certaines personnes pouvaient à la demande vendre leurs corps sans que leur indépendance, leur intégrité soient atteintes (alors qu'on reconnaît que les harcèlements, moral et/ou sexuel sont extrêmement destructeurs). On fait comme si une situation d'égalité était possible entre toutes les violences, et acheteurs.

Souteneurs et clients

On admet qu'acheter une personne est un acte sans conséquence pour la personne prostituée, qui n'aurait éventuellement à souffrir que d'affreux souteneurs. Ceux-ci sont bien visualisés dans l'imaginaire collectif (à juste titre) comme des crapules membres du petit ou grand banditisme, et on les distingue sans souci des braves clients occasionnels:

- ils pratiquent une activité criminelle quand les clients se distraient juste un moment, après une journée stressante;

- ils se cachent un minimum des autorités quand les clients garent tranquillement leurs voitures entre passant(e)s et policiers, avant de demander combien coûte une personne;

- ils frappent, droguent, menacent les proches, volent les papiers; quand les clients savent dire bonjour et bonsoir, et ne doivent rien à personne car ils paient.

Les souteneurs violent... les clients aussi! La prostitution en soi est viol

Collectif anti-prostitution
Nantes

Vaccination contre le harem chez Publico

« Êtes-vous vacciné contre le harem? »

de Fatema Mernissi est un livre réjouissant. Au lieu des sempiternels Européens épiant le harem arabe, voici qu'une Arabe traite de la différence de perception du harem entre Arabes et Occidentaux, et de l'intensité érotique que les Occidentaux ont injecté dans une institution en réalité peu débridée. Le mot harem viendrait de l'arabe *hirm*, interdit. Les Arabes pré-islamiques tournaient nus autour de la Kaaba, les habits dans lesquels ils avaient péché étant *harim*. Les femmes aussi tournaient nues. Les choses changent... Le harem est, selon Fatema Mernissi, d'origine occidentale puisque grecque. C'est la gynécée où les Grecs riches, nuance importante, enfermaient leurs femmes. Le harem arabe est double: d'une part, il constitue la règle de séparation des sexes et de réclusion des femmes; d'autre part, le lieu lui-même, l'architecture qu'il a provoquée. Fatema Mernissi affirme que dans le monde arabe, la fascination pour le harem est liée à Haroun al-Rachid, qui créa un harem géant grâce aux chrétiennes réduites en esclavage par ses victoires contre les Roumis. L'aspect érotique des harems laisse en revanche froids les musulmans qui connaissent, eux, leur réalité quotidienne. Le harem n'est pas un lieu où un homme tout-puissant et des femmes soumises satisfont à longueur de temps les désirs sexuels échevelés de l'homme. C'est l'endroit où se déroule la vie familiale des hommes, et, pour trop de femmes, celui où se déroule leur vie tout court. Mais c'est en outre la maison de la famille étendue arabe, des différents ménages des différents fils, des tantes célibataires, des veuves, le lieu où les enfants sont élevés, où la vie privée à l'occidentale est impossible, bref où les débordements sont inimaginables. Or, l'Occident a disposé très tôt d'informations sur les harems. Si les renseignements des ambassadeurs laissaient fantasmer, puisqu'ils n'étaient pas admis dans les harems, dès le XVIII^e siècle, des Occidentales racontent leurs visites et la vie décente, si décente,

qu'elles ont vue. Le public n'en retient que ce qu'il en veut retenir, et le mythe du harem débauché prend racine. Ingres, peintre d'humble origine et de peu de succès auprès des femmes, marié sur le tard grâce à l'entremise d'amis, va peindre sa vie durant des scènes de harems. La complète passivité d'odalisques splendides y enflammera l'imaginaire occidental et rendra Ingres riche et célèbre. C'est par Ingres que Fatema Mernissi répond à la question: « Pourquoi Allemands, Français, Espagnols et autres Occidentaux qui se réclament de la civilisation gréco-romaine ne fantasment-ils pas sur leurs propres harems qui ont existé dans leur Antiquité? Pourquoi doivent-ils s'exiler en Orient pour que se déclenche leur fantasme du harem? » Précisément parce que le harem est loin. Il peut en toute sécurité servir de soupape aux désirs masculins, que la monnaie de la liberté de l'individu, et donc de la femme avec quelques crans de retard, oblige à contenir dans de strictes bornes. Des bornes resserrées par un christianisme qui hait le plaisir jusque dans le mariage, un plaisir *halal* au contraire pour le couple musulman, sourit l'auteure. De même que Montesquieu, dans les *Lettres persanes*, se servit des Persans pour parler aux Français, elle se sert des Français pour parler aux Arabes: elle conclut en effet que si, jusqu'au XX^e siècle, un Français tel que Matisse, à l'instar d'Ingres, rêve encore d'odalisques pour compenser la croissante autonomie des femmes, les Arabes seraient peut-être bien inspirés de préférer le harem tout mental de Matisse à sa version concrète.

Nestor Potkine





Errico Malatesta 1853-1932

Délit et répression

N'IMPORTE quel propagandiste anarchiste est habitué à s'entendre répéter cette suprême objection : qui réfrénera les délinquants ?

C'est là une préoccupation, à mon avis, excessive parce que la délinquance est un phénomène d'importance presque négligeable en face de l'ampleur des faits sociaux constants et généraux, et on peut croire disparaîtra automatiquement par suite du bien-être et de l'instruction, ainsi que des progrès de la pédagogie et de la médecine. Mais quelles qu'optimistes que soient les prévisions et riantes les espérances, il n'en reste pas moins que la délinquance et plus encore la peur de la délinquance, empêchent aujourd'hui les rapports sociaux pacifiques ; qu'elles ne disparaîtront certainement pas d'un seul coup au lendemain d'une révolution, si profonde et radicale serait-elle, et qu'elles pourraient être une cause de troubles et de désagrégation dans une société d'hommes libres, de même qu'un infime grain de sable peut perturber le fonctionnement de la plus parfaite des machines.

Il est donc utile et même nécessaire que les anarchistes se préoccupent de ce problème, plus peut-être qu'ils ne le font ordinairement, afin de mieux réfuter une objection courante, ou encore pour ne pas s'exposer à de désagréables surprises et à des inconsé-



Les délits dont on veut parler

ici sont, naturellement, les actes antisociaux, c'est-à-dire ceux qui heurtent en l'homme le sentiment de pitié et portent atteinte au droit des autres à une égale liberté - il n'est pas question, ici, de tous ces faits que le Code pénal condamne pour cette seule raison qu'ils touchent aux privilèges des classes dominantes.

Umanità Nova
27 août 1921

POUR nous, est un délit toute action qui tend à augmenter volontairement la souffrance des hommes : c'est la violation du droit de tous à une égale liberté et à la jouissance du maximum possible de biens moraux et matériels.

Nous savons bien que, même si on définit ainsi le délit et même pour celui qui accepte cette définition, il reste toujours à déterminer concrètement quels sont les faits délictueux et quels sont ceux qui ne le sont pas ; parce que, à part les délits qui, assimilant l'homme à la bête heurtent les sentiments fondamentaux de l'âme humaine et sont donc universellement condamnés, les hommes ont des opinions très différentes sur ce qui est cause de souffrance ou de jouissance, et sur ce qui est bien ou mal.

Pensiero e Volontà
15 août 1924

MÉPRISER les besoins matériels, au nom des besoins idéaux spirituels, c'est là une erreur et, souvent une hypocrisie de nantis. Les besoins matériels sont sans aucun doute des besoins inférieurs, mais il est nécessaire de les satisfaire pour que puissent naître et se développer les besoins supérieurs : moraux, esthétiques, intellectuels.

Umanità Nova
25 juillet 1920

L'ANARCHISTE est un révolté ; mais il ne suffit pas d'être révolté pour être anarchiste. L'anarchiste veut sa propre liberté, il veut son propre bien-être ; mais il veut également que sa propre liberté et son propre bien-être ne nuisent pas à la liberté ni au bien-être des autres. Sinon, les meilleurs anarchistes seraient les plus grands tyrans.

L'anarchiste ignore la loi, s'il le peut ; mais il a sa propre loi morale, volontairement acceptée, qui lui impose de faire ce qu'il estime bien, indépendamment de ce que la loi des codes permet ou interdit. Et cette loi morale [...] condamne la domination de l'homme par l'homme et l'exploitation des travailleurs par les propriétaires parasites. [...]

Pensiero e Volontà
1^{er} octobre 1926

L'UN des prétextes que les gouvernements avancent pour justifier leur propre existence, c'est cette nécessité de se défendre contre ceux qui violent non pas l'« ordre social » mais les sentiments les plus fondamentaux qui font que l'homme est un homme et non pas simplement une bête qui fait horreur. Il faut éliminer toutes les causes sociales du délit, il faut éduquer les hommes aux sentiments de fraternité et de respect réciproque, il faut chercher les succédanés utiles du délit, comme disait Fourier ; mais, s'il y a encore des délinquants et tant qu'il y en aura encore, ou bien les gens trouveront la manière de s'en défendre directement et l'énergie pour le faire, ou bien ce sera la réapparition de la police, de la magistrature et donc du gouvernement.

Ce n'est pas en niant un problème qu'on peut le résoudre.

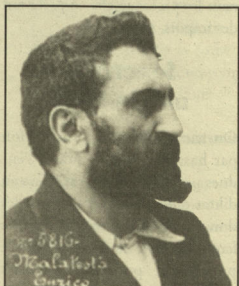
Umanità Nova
19 août 1922

AVEC les progrès de la civilisation, l'augmentation des rapports sociaux, la conscience de plus en plus grande de la solidarité naturelle qui unit les hommes, le niveau plus élevé d'intelligence et l'affinement de la sensibilité, les devoirs sociaux augmentent sans aucun doute, et beaucoup d'actes que l'on considérerait comme relevant du droit strictement individuel et indépendants de tout contrôle collectif sont devenus et deviennent aujourd'hui des actes considérés comme intéressant tout le monde et qui doivent se régler sur l'intérêt général. Ainsi on considère aujourd'hui qu'un père n'a plus le droit de laisser ses propres enfants dans l'ignorance, ni de les élever d'une façon préjudiciable à leur développement et à leur bien-être futur. Il n'est plus possible de vivre dans la saleté, ni de transgresser les règles d'hygiène qui peuvent influencer sur la santé des autres ; il n'est plus possible d'avoir une maladie infectieuse et de ne pas la soigner, ou d'avoir une maladie répugnante et d'en faire étalage. Demain, s'efforcer d'assurer le bien de tous sera considéré comme un devoir, et procréer en ayant des raisons de penser que les enfants ne seront ni sains ni heureux sera regardé comme une action coupable.

Mais ce sentiment des devoirs que nous avons envers les autres et les autres envers nous doit, dans notre conception sociale, se développer librement, sans autre sanction extérieure que l'estime ou la mésestime de nos concitoyens. Le respect, le désir du bien des autres doivent entrer dans les mœurs et ne plus apparaître comme un devoir mais comme le fait de satisfaire normalement les instincts sociaux.

Il y en a qui rêvent de moraliser les gens de force, qui voudraient qu'à tout acte possible de la vie corresponde un article du Code pénal. Et qui mettraient volontiers un gendarme au pied de chaque lit et derrière chaque table. Mais s'ils ne disposent pas des moyens coercitifs pour imposer leurs idées, ils ne réussissent qu'à jeter le discrédit sur ce qu'il peut y avoir de meilleur ; et s'ils ont le pouvoir de commander, alors ils rendent le bien odieux et provoquent la réaction.

Les socialistes ont cette tendance à tout vouloir réglerment mais nous croyons, nous, qu'ils ne



Umanità Nova
30 septembre 1922

Le problème du vol

vent donc pas admettre le vol qui est la propriété en voie de formation.

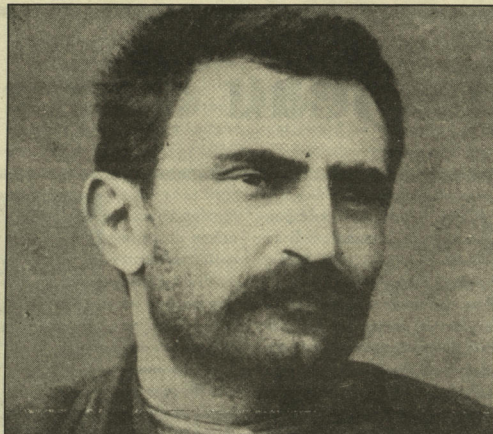
EST-CE QUE LES ANARCHISTES ADMETTENT LE VOL ? Il faut bien distinguer deux choses. S'il s'agit d'un homme qui veut travailler et ne trouve pas de travail et qui en serait réduit à mourir de faim au milieu des richesses, c'est un droit pour lui que de prendre ce qui lui est nécessaire à celui qui en a trop, indiscutablement ; et si de cet homme dépend la vie d'autres personnes, enfants, malades, vieillards sans défense, ce peut même être un devoir.

Mais s'il s'agit d'un vol dans le but d'échapper à la nécessité de travailler, dans le but de se constituer un capital et d'en vivre, c'est clair : les anarchistes n'admettent pas la propriété qui est le vol commis avec succès, consolidé, légalisé et utilisé comme moyen d'exploitation du travail d'autrui ; ils ne pe-

Celui qui ne travaille pas vit en exploitant le travail d'autrui, peu importe s'il l'exploite directement en qualité d'industriel ou s'il l'exploite indirectement en qualité de voleur... ou de rentier.

Nous ne jetons pas l'anathème sur la personne même des voleurs, pas plus que sur la personne même des capitalistes. Nous comprenons toute la fatalité des conditions sociales actuelles, de la situation dans la société, de l'éducation et c'est pourquoi nous voulons détruire le système qui rend possibles le vol et le capitalisme qui sont, au fond, une seule et même chose.

Umanità Nova
11 juillet 1922



Errico Malatesta

Qu'est-ce qu'un délinquant ?

DEPUIS toujours, les armées en guerre et les partis révolutionnaires ont considéré qu'il était de bonne guerre de s'emparer, au détriment de l'ennemi, de tout ce qui peut faciliter la victoire, et donc aussi de l'argent dont on dit qu'il est le nerf de la guerre.

Est-ce que les anarchistes, qui sont ou du moins veulent être toujours en guerre inexpiable contre la classe capitaliste peuvent, tout en restant cohérents avec leurs principes, enlever aux riches ce qu'ils possèdent (argent, objets précieux, etc.) et s'en servir pour la propagande, l'armement et tous les besoins de la lutte ? Et s'il ne leur est pas possible de réquisitionner ouvertement l'argent, dans une guerre déclarée, peuvent-ils le prendre en sous-main, grâce à ce qu'on peut appeler des ruses de guerre, en un mot : en volant ?

En théorie, il ne peut y avoir aucun doute sur ce point, semble-t-il : dans une guerre juste, on a le droit d'employer tous les moyens qui peuvent faciliter et assurer la victoire sans léser le sentiment d'humanité. Mais il faut voir si tel ou tel moyen est vraiment utile, c'est-à-dire permis du point de vue moral et à conseiller du point de vue pratique.

Cette méthode (le vol pour la propagande) a été préconisée et pratiquée par des groupes anarchistes spéciaux, dans tous les pays et à différentes époques. Et elle a toujours donné des résultats désastreux.

[...] Il peut y avoir des exceptions individuelles : je pourrais en citer, si ce sujet n'était pas si délicat.

Mais ce qui est certain, c'est que partout où le vol pour la propagande a été admis, la corruption l'a suivi, ainsi que la méfiance entre compagnons, la médisance, le soupçon et, avec eux, l'inertie et la dissolution. Et les espions ont eu la partie belle parce qu'il n'y a plus eu moyen de contrôler les moyens d'existence de chacun.

Non, il vaut mieux avoir moins de moyens, il vaut mieux compter sur le peu d'argent versé et réuni péniblement, qui donne au travailleur la fierté de contribuer par son propre effort à l'œuvre commune, plutôt que, dans l'espoir presque toujours illusoire de trouver la grosse somme, courir le risque de voir se rompre et disparaître certains des plus énergiques et des plus entreprenants de nos compagnons.

Umanità Nova,
12 juillet 1920

POUR nous qui voulons l'égalité libérée de tous, est un délinquant celui qui viole, d'une façon ou d'une autre, la liberté des autres.

Umanità Nova
19 août 1922

JE CROIS que personne, en théorie du moins, n'est prêt à nier que la liberté, la liberté entendue dans le sens de réciprocité, soit la condition essentielle de toute civilisation, de toute « humanité » ; mais l'anarchie seule, représente sa réalisation logique et totale.

Cela étant admis, quiconque viole l'égalité libérée des autres est délinquant – non pas envers la nature, non pas à cause d'une loi métaphysique, mais envers ses contemporains, et parce qu'il heurte les intérêts et la sensibilité des autres. Et tant qu'il y aura des délinquants, il faut s'en défendre.

Umanità Nova
30 septembre



r éussir ont qu'à faire regretter, sur beaucoup de points, le régime bourgeois.

Pour nous, le fait de remplir les devoirs

sociaux doit être volontaire et on n'a le droit d'intervenir par la force matérielle que contre ceux qui offenseraient violemment les autres et empêcheraient la coexistence sociale pacifique. La force, la contrainte physique ne doivent être utilisées qu'en réponse à l'attaque matérielle violente et dans la seule nécessité de se défendre.

Mais qui en jugera ? Qui s'occupera de cette nécessité de se défendre ? Qui décidera des moyens de répression ?

Nous ne voyons pas d'autre voie que de laisser faire les intérêts, de laisser faire le peuple, c'est-à-dire la masse des citoyens, laquelle agira différemment selon les circonstances et selon ses propres degrés de civilisation. Il faut surtout éviter que ne se constituent des corps spécialisés dans le travail de policier : on y perdrait peut-être quelque chose sur le plan de l'efficacité de la répression, mais on ne créera pas ainsi l'instrument de toute tyrannie.

Nous ne croyons pas à l'infailibilité des masses, et encore moins à leur bonté constante : bien au contraire. Mais nous croyons encore moins à l'infailibilité et à la bonté de ceux qui s'emparent du pouvoir, légifèrent, consolident et perpétuent les idées et les intérêts qui prévalent à un moment donné.

Il vaut mieux, dans tous les cas, l'injustice, la violence transitoire du peuple plutôt que la chape de plomb, la violence légalisée de l'État judiciaire et policier.

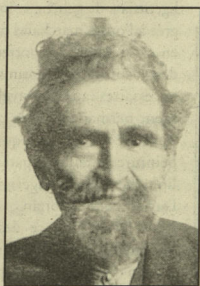
Du reste, nous ne sommes que l'une des forces agissant dans la société, et l'histoire fera son chemin, comme toujours, en fonction de la résultante de ces forces.

Umanità Nova,
2 septembre 1920

NOUS n'allons pas reprendre les arguments classiques contre la peine de mort. Pour nous, ce sont des mensonges quand nous voyons ceux qui les défendent être partisans des travaux forcés et autres substituts inhumains de la peine de mort. Nous ne parlerons pas non plus du « caractère sacré de la vie humaine » que tous affirment et que tous violent à l'occasion, soit en infligeant directement la peine de mort, soit en traitant les autres d'une façon telle qu'ils font de leur vie une torture, et qu'ils la leur abrègent.

Il y a des hommes qui sont des monstres du point de vue moral, monstres sanguinaires et sadiques, de naissance ou qui le sont devenus, et dont la mort ne saurait nous apitoyer – heureusement, il y a peu d'hommes de ce genre, mais il est certain qu'il y en a. Si ces malheureux représentaient un danger continu pour tous et qu'il n'y ait pas d'autre moyen de s'en défendre que de les tuer, on pourrait encore admettre la peine de mort.

Mais l'ennui, c'est que pour appliquer la peine de mort, il faut un bourreau. Or le bourreau est un monstre, ou le devient ; et, bourreau pour bourreau, il vaut mieux laisser vivre ceux qui existent plutôt que d'en créer de nouveaux.



Cela vaut, bien sûr, pour les délinquants authentiques, êtres antisociaux qui ne s'attirent aucune sympathie et n'inspirent aucune commisération. Car s'il s'agit de la peine de mort en tant que moyen de lutte politique, alors... alors, l'histoire nous dit assez quelles peuvent être les conséquences.

Il Risveglio
11 février 1933

Tableau d'une exposition surréaliste

On se souvient de l'exposition organisée à Beaubourg: « André Breton. La Beauté sera convulsive ». *Le Monde libertaire* avait publié, dans son numéro d'avril-mai 1991, un tract diffusé à cette occasion, « Permettez! ». Il reprenait, en les retournant contre les organisateurs de ces festivités patronnées par Jack Lang, les termes mêmes avec lesquels les surréalistes avaient fustigé les cérémonies organisées en l'honneur de Rimbaud, en des temps pourtant moins propices à ce genre de simulacres. Changeons quelques noms et les dates, et ce pamphlet s'applique point pour point au nouvel accrochage qui cette fois prend « La Révolution surréaliste » pour objet de sa sollicitude. C'est la même « hypocrisie » qui veut étendre « la hideur de sa main sur les hommes que nous aimons pour les faire servir à la préservation de ce qu'ils ont toujours combattu ». Vaste programme, toujours remis sur le métier!

Il est permis, en effet, de douter que ce somptueux habillage muséographique rende sensible aux visiteurs l'idée qui fut celle de la Révolution dans le surréalisme. C'est cette idée que nous avons voulu faire revivre en opérant, dans *Le Surréalisme de jadis à naguère*, un retour sur la mémoire intellectuelle d'une génération qui, perdue dans le labyrinthe idéologique des années 50, fit de la révolte des anciens son fil conducteur. Dans cet après-guerre résonnait encore l'écho des premiers combats du mouvement surréaliste, d'une rupture qui se voulut bien autre chose qu'une révolution culturelle, puisqu'elle remettait en cause intuitivement

le fondement même de cette culture, à savoir la division du travail et ses effets. Et c'est pourquoi elle avait pris sous le feu de ses critiques l'art et la littérature, en l'espèce de quelques-uns de ses meilleurs représentants, ce qui nous rendait d'autant plus perplexe: l'art et la littérature allaient-ils briguer à leur tour l'honneur de

figurer dans des lieux jadis interdits, les prestigieuses cimaises ou les manuels d'histoire littéraire? Notre fidélité à une certaine histoire nous commandait de conserver, voire d'approfondir, le sillon tracé par l'utopie critique qui avait donné naissance à la révolution surréaliste; mais la réalité, largement en retrait, démentait chaque jour cette exigence limite. Nous avons assumé les contradictions de cette démarche à notre manière, qui ne fut pas la pire de toutes, puisqu'au même moment d'autres trouvaient leur voie, et se dévoyaient en suivant le PC et ses satellites.

Le Surréalisme de jadis à naguère s'essaie à retrouver cet esprit à travers un itinéraire personnel, en revenant à dessein sur ce qui en fut jadis l'idée fixe. Cette réflexion s'étend aux formes les plus récentes d'intégration, pour les rattacher à



Toyen : « L'Heure dangereuse », 1942

l'évolution de la société même, et de l'intelligentsia en particulier, naguère et maintenant. Il faut, pour comprendre le destin du surréalisme, savoir ce qu'il est advenu dans l'histoire des deux tendances à la fois complémentaires et contradictoires, à l'œuvre dans le mouvement dès le début: la première soude l'expérience poétique à une finalité révolutionnaire pour donner une expression durable à la vision du monde en germe dans les mouvements d'avant-garde; la seconde se dresse contre les conceptions esthétiques périmées et l'ordre moral verrouillé pour faire entrer l'art de plain-pied dans la modernité.

Il n'y a pas deux périodes du surréalisme, l'une avant, l'autre après, deux tronçons d'un même glaive que les sociologues et les critiques intéressés s'ingénient à mettre bout à bout; il y a deux « surréa-

lismes », unis un instant et qui ont fait ensuite plus ou moins bon ménage. L'un, utopie d'une rupture radicale et sans concession, fut assez vite refoulé à l'arrière-plan. L'autre, la part artistique du mouvement, prend son essor pour devenir le surréalisme réellement existant et s'adapter aux conditions nouvelles. C'est la bonne conscience du mouvement, toujours prête à le rappeler au principe de réalité artistique, « la bête toujours renaissante du "c'est mieux" », dont Breton redoutait la présence.

La peinture fut le vecteur de cette évolution. Par son rapport privilégié au monde de l'aliénation mercantile, elle a rendu possible et accéléré la mise en conformité du surréalisme avec toutes les nouvelles formes d'un art qui colle à la modernité de l'échange; art qui répond désormais à la vision sociale et aux intérêts d'une intelligentsia « de gauche », intégrée à l'ordre marchand tout en étant volontiers porteuse

des valeurs non conformistes nécessaires au renouvellement permanent de la culture. Rien d'étonnant que la peinture se taille la part du lion dans la ménagerie de l'art dit contemporain. Mais au-delà de ce destin inévitable, puisqu'il est la réalisation d'un des objectifs plus ou moins cachés du mouvement, ou plus ou moins avoués, reste l'irrefragable noyau de révolte qui sans trêve réclame la réalisation de la promesse initiale. Le mythe surréaliste bouge encore. C'est pourquoi le surréalisme est toujours la proie de la mystification, l'objet d'un détournement de sens, et, comme tel, la pierre de touche idéale

pour mesurer l'état des lieux dans le domaine de la feinte-dissidence qui fait de l'histoire des avant-gardes sa chasse gardée. La manière dont la subversion y fut apprivoisée sert à bien des égards de modèle, car le rapport entre le surréalisme et la révolution permet aujourd'hui de placer la culture au poste de commande et la révolution à son service.

Si l'on en croit la rumeur, qui bien souvent relaie la légende, la « révolution surréaliste » aurait été la seule révolution « réussie » du XX^e siècle, la seule capable de prendre en compte « tout l'homme ». Aussi n'a-t-on cessé de mettre l'accent sur les valeurs « subversives » du surréalisme, ferments d'un bouleversement moral et esthétique sans égal dans l'histoire, pour faire de la culture la dimension principale de la révolution. C'est en un sens occulter son contenu social et politique, pour le neutraliser et, de façon plus oblique, amputer la révolution surréaliste de l'un des impératifs catégoriques de son action: transformer le monde. Est-il meilleur moyen de brouiller les cartes que de faire croire que le triomphe du surréalisme artistique a changé la vie en transformant la manière de voir le monde de l'art, alors que c'est l'art qui a changé le surréalisme en l'intégrant à ce monde.

Breton le savait aussi bien qu'un autre: « Toutes les idées qui triomphent courent à leur perte. » Ce que le surréalisme a perdu en chemin, c'est l'idée même de sa révolution. Reste le mot, qui ne se rapporte plus à rien.

Les situationnistes parlèrent d'« amère victoire » quand ils se rendirent compte que cet irrémédiable échec allait devenir un objet de gloire. Ils ne pouvaient alors imaginer qu'un sort point trop différent les guettait eux aussi. Victoire ou défaite? Comme Pierre Naville l'avait compris à l'aube de *La Révolution surréaliste*, poser la question, c'est s'enfermer dans un impossible dilemme, c'est tarir l'avenir à sa source même. Sous l'apparente opacité du fatalisme, son refus laissait filtrer la lumière de l'utopie, qui retient avant tout du passé le défi aux faits accomplis, fussent-ils des succès consacrés par l'histoire: « Notre victoire n'est pas venue et ne viendra jamais. Nous subissons d'avance cette peine. »

Louis Janover

Vient de paraître: *Le Surréalisme de jadis à naguère*, Paris-Méditerranée (87, rue de Turenne, 75003 Paris). En vente à la librairie Publico (16 euros).



Toyen : « Au château Lacoste », 1946

En vrac



DU mensonge généralisé dans les démocraties ». C'est le titre d'une brochure signée énigmatiquement M.P. et qui est diffusée à partir de Lille de manière aléatoire et spontanée. L'auteur y décortique les mécanismes dont la social-démocratie se sert pour donner aux individus l'illusion d'être libres, et pour court-circuiter d'éventuelles velléités de révolte. « Ce texte [...] est avant tout dirigé contre ce discours [...] qui tend à faire croire que tout se vaut, que tout est bon à prendre, sans s'interroger sur le fait de savoir si telle ou telle idée, tel ou tel parti pris est vrai ou faux. [...] Sous prétexte de l'échec de la « révolution », il faudrait accepter ce monde et refuser définitivement de le penser. » C'est dit, le propos est d'alimenter une réflexion, non de délivrer un « énième prêt à penser théorique ». Une saine lecture que l'on peut se procurer à : l'infoshop des Impos- teur(e)s, 28 bis, rue de Tréville, 59 000 Lille (il y a aussi un contact électronique : misterp59@voila.fr).



LAMI Thomas, de Zanzara Athée, n'en finit pas d'éditer des choses intéressantes, parmi lesquelles : « Nous ne voulons pas le plein emploi, mais nous voulons une vie pleine ! » qui regroupe des extraits de tracts et communiqués issus de l'Assemblée de Jussieu (forum permanent animé par des chômeurs et chômeuses, précaires, étudiant(e)s, militant(e)s, etc. qui occupent un amphithéâtre de l'université de Jussieu durant les manifestations de janvier 1998). Bases de réflexion plutôt que simples exemples « rédactionnels », utiles pour de prochaines aventures... Zanzara Athée, c/o Maloka, BP 536, 21014 Dijon cedex.



C'EST une petite feuille sans prétention, *Mon Œil*, qui donne un peu de poésie contre un petit mot et un timbre. C'est frais et sympa comme tout, et ça donne aussi quelques coups de pied au cul : « Dans le ventre de l'homme repu / Dort un prêtre / Dans le ventre de l'affamé / Cent loups dans un entonnoir. » (Ignazio Buttita). Précisons que *Mon Œil* est aussi le supplément à l'œil de Fennec, revue littéraire et polémique à parution indéterminée... René Bourdet, La Spouze, 23230 La Celle-sous-Gouzon.

NOUS connaissons relativement bien les lieux d'enfermement de nos sociétés capitalistes qui se révèlent plus ou moins indignes. Les plus récents étant ceux organisés par les Américains du Nord pour les prisonniers talibans. Il y a peu, près de nous, en France, un médecin des prisons dénonçait les conditions effroyables subies quasiment sous nos yeux dans les maisons d'arrêt et autres lieux de détention.

Les camps de concentration, et d'extermination, nazis avaient la logique de l'idéologie de ces gens-là : du fascisme nous ne pouvons attendre que l'horreur. Accepter la réalité des camps soviétiques, pourtant dénoncée très tôt, fut plus difficile à faire passer dans les mentalités de gauche.

Les camps chinois, derniers en date à être mieux connus, sont l'objet du livre de Lau Sanching. L'auteur n'est pas anarchiste, pas

Dix ans dans les camps chinois

trotskiste, même s'il milite dans une organisation qualifiée telle. C'est surtout un « activiste », peu préoccupé de théorie, qui milite pour l'avènement de la démocratie (au sens le plus fort du terme) en Chine : un simple réformiste, donc ? Étudiant à Hongkong, il s'introduira à de multiples reprises sur le continent chinois avec des livres, des journaux et de l'argent et finira par être arrêté. Il appuiera sa défense, face à ses juges, sur les droits donnés par les lois chinoises et refusera longtemps de reconnaître sa culpabilité de « contre-révolutionnaire » (On pense aux militants des IWW américains se servant du premier amendement de la Constitution américaine). Son témoignage sur l'incarcération proprement dite se révèle passionnant,

mais aussi sur la description de l'imbroglie des groupes militants de Hongkong. En le privant de liberté, le pouvoir l'empêche de « nuire », mais s'ajoute à cela une tentative de lavage de cerveau. Ses tortionnaires n'auront de cesse, jusqu'au dernier moment, de le faire avouer et d'obtenir son repentir. Lui ne se recon- naît pas du tout dans l'appellation de « contre-révolutionnaire ».

Le plus intéressant, c'est l'analyse du fonctionnement et de l'évolution du laogai (le système des camps). La réforme du coupable par le travail en prison devait accoucher d'un homme nouveau, socialiste. Après l'implosion des régimes de l'Est, dits communistes, et sa déferlante mondiale, les dirigeants chinois s'ouvrent au capitalisme classique tout en gardant la mainmise politique de leur appareil sur le pays et... sur les camps, qui pourront compter jus- qu'à dix millions de détenus. Les

camps fonctionneront alors comme de banales entreprises capitalistes uniquement intéressées à dégager du profit. Vive le communisme !

« Parti communiste, tes prisons ont réussi à me voler dix ans de ma vie mais cela n'entrave pas le destin historique de ta nécessaire disparition », dira Lau Sanching en sortant de l'enfer.

Dans la future société libertaire, y aura-t-il des prisons, ou des lieux de rétention d'où on ne pourra pas sortir à sa guise ? Si oui, de quelle sorte ? Si non, comment traiterons- nous les violeurs et les tueurs d'enfants, les asociaux violents, les malades mentaux dangereux ou pas, etc. Qu'on ne me réponde pas d'une pirouette verbale, qu'on ne me dise pas : « Y'a qu'à... »

André

groupe de Montreuil

Lau Sanching, *Dix ans dans les camps chi- nois, 1981-1991*, témoignage (préface de Jean-Jacques Gandini), L'Esprit frappeur avec Dagorno, 2002, 206 p., 18,29 euros.

Le Festival de Berlin un chantier du contre-pouvoir ?

On se souvient : en pleine chasse aux sorcières, la RFA construisit une prison de haute sécurité, une prison modèle : Stammheim, près de Stuttgart. Malgré la surveillance permanente, les cellules d'isolement et la lumière allumée nuit et jour, les prisonniers politiques se suicideront ou seront assassinés. Ulrike Meinhof sera trouvée pendue dans sa cellule, Baader, le gaucher, se serait tiré une balle dans la tête de la main droite.

Comment une corde, un revolver pouvaient-ils entrer dans la prison la mieux gardée du monde ? En France, on pense toujours que le noyau dur de la RAF a été assassiné. Jusqu'à aujourd'hui, nous ne connaissons pas la vérité sur ces événements. À défaut de disposer de témoignages irréfutables, Reinhard Hauff adoptait dans son film *Stammheim*, Ours d'or en 1986, la version officielle, celle du suicide. Son film retraçait des grandes parties du procès Baader-Meinhof qui rappelait leur lutte pour en finir avec la guerre du Vietnam, pour dénoncer la politique américaine d'agression impérialiste. Son film révélait leur isolement, leurs luttes intestines, la complexité de leurs relations et le charisme de leur leader.

Le cinéma de Christopher Roth n'en a rien à faire. Son *Baader* se fait tuer en bandit et en voleur de voiture : il se fait tuer comme Bonnie et Clyde au moment de leur arrestation. Ce qui est une contre-vérité, une falsification historique. C'est un film de fiction, dit le réalisateur. « Ils parlaient et ils agissaient de cette façon », dit Cohn-Bendit, que cette fin ne choque pas, dans un entretien à la *Tageszeitung*. En effet, ce n'est pas le plus choquant : le film est parsemé de documents authentiques, les avis de recherche etc. Mais quand la télévision allemande de cette époque transmet les appels et montre les photos des membres de la RAF, nous voyons l'acteur qui joue Baader sur le petit écran et non pas le Baa-

der réel. Le film choque parce qu'il manipule des documents authentiques.

Le jeune réalisateur cherche à profiter de l'impact des actualités de l'époque, de la force des images, dont le souvenir est inscrit dans notre mémoire, la mort de l'étudiant Benno Ohnesorg, l'assassinat de Rudi Dutschke, les manifestations massives réprimées etc. Soit, mais Christopher Roth manque cruellement de regard critique et éthique. Insérer l'ef-

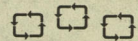


figie de ses acteurs dans les documents d'époque, c'est dépouiller ces morts de la seule chose qui leur reste, leur identité de rebelles. Ce n'est pas comme dans *Zelig*, comédie de Woody Allen, où Zelig s'introduit dans les images anciennes et figure ainsi à côté des dictateurs sur les tribunes et estrades. En revanche, la rencontre fictive entre le chef de toutes les polices de la RFA et le chef de la RAF aurait pu être exploitée plus largement. Les sentiments mitigés faits d'attraction et de répulsion ouvraient une piste fictionnelle féconde que le film n'ose

pas exploiter. À la mort de Baader, le chef de la police se penche sur lui. Son visage exprime de la douleur : n'a-t-il pas perdu une sorte de fils, un gars qui aurait pu être un excellent policier inventif, cruel et dur comme l'acier de Krupp ? Le jeune réalisateur montre un Baader chauvin, mâle, au langage ordurier. Quand ce Baader mégalomane et antipathique parle aux filles, il les appelle « connasses » ou les traite de « chiennes en chaleur ». De toute façon, il traite tout le monde avec mépris. Il n'admet aucune discussion ou contestation, il décide seul en chef.

Que ces événements riches en péripéties et en retombées politiques — une partie des membres de la RAF trouvait refuge en RDA sous une fausse identité etc. — ne produisent aujourd'hui qu'un couac de haine, donne à réfléchir.

Heike Hurst



C'EST une parution de circonstance que nous livrent les éditions Fluide glacial. Ne voulant pas nous laisser dans le désespoir, Léandri, pilier historique de *Fluide glacial*, se propose d'aider ses contemporains en produisant des guides de la pensée sur les sujets les plus importants de notre société. Ici, un ouvrage dédié aux élections, concocté par des politologues de *Fluide* qui ne peut nous laisser de glace. La démarche de Léandri, satirique mais également pédagogique, s'est adjointe entre autres concours actifs, celui d'Yves Frémion (Tiens ! tiens ! un ancien compagnon de route de Radio libertaire, devenu depuis député Vert européen), d'Eric Deup, de Pascal Fioretto, de Gotlib, de Vincent Haudiquet et des illustrateurs Pétillon et Lefred-Throuron. Bref, un cocktail d'humour — potache certes ! — pour rompre avec la misère des mauvais vrais guignols en lice pour l'Élysée.

À noter également un autre guide commis par le même larron sur le thème cette fois du sacrosaint mariage. Dans les 120 pages au prix de 8 euros.

Mannue et Tsinhapah



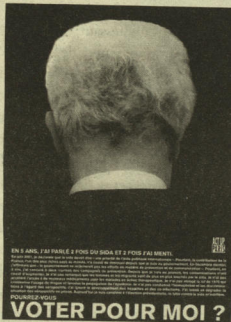
Vie du mouvement

ACT-UP Paris dénonce les mensonges de Jospin

ACT-UP PARIS édite une affiche (visible depuis le 5 mars sur les murs du centre de Paris) intitulée: « Voter pour moi? » qui présente le candidat du PS, de dos et qui propose le texte (imaginaire) suivant:

« En cinq ans, j'ai parlé deux fois du sida et deux fois j'ai menti: en juin 2001, je déclarais que le sida devait être "une priorité de l'aide publique internationale". Pourtant, la contribution de la France, l'un des plus riches pays au monde, n'a cessé de diminuer depuis que je suis au gouvernement. En décembre dernier, j'affirmais que "le gouvernement ne relâcherait pas les efforts en matière de prévention et de communication". Pourtant, en cinq ans, j'ai censuré à deux reprises des campagnes de prévention. Depuis que je suis au pouvoir, les contaminations n'ont cessé d'aug-

menter. Je n'ai pas remarqué que les femmes et les migrants sont de plus en plus touchés par le sida. Je n'ai pas accéléré l'accès à de nouveaux médicaments pour les malades en échec thérapeutique. Je n'ai pas abrogé la loi de 1970 qui criminalise l'usage de drogue et favorise la propagation de l'épidémie. Je n'ai pas condamné l'homophobie et les discriminations à l'égard des séropositifs, j'ai ignoré le développement des hépatites et des infections. J'ai laissé se dégrader la situation des séropositifs en prison. Aujourd'hui, je suis candidat à l'élection présidentielle, la lutte contre le sida m'indiffère. Pourrez-vous voter pour moi? »



Le collage de l'affiche a démarré à Paris, espérons qu'elle recouvrira bientôt les murs de tout « notre bon pays de France et ses colonies! ». No comment.

Patrick
groupe CLAAAAASH

« On n'est pas des fachos, on est des nazis ! »

C'EST ce qu'aurait répondu un policier de la Brigade anti-criminalité du 93, lors d'une interpellation mouvementée.

Dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 mars, six personnes sortent d'un concert au Pré-Saint-Gervais. Assoiffées, elles commettent un petit larcin dans une épicerie. Et sont bientôt rattrapées par trois policiers en civil de la BAC-93, armés et très agressifs. Suit une assez longue scène où pleuvent les insultes, les menaces, puis les coups. L'une des victimes traite

alors les policiers de « fachos », et s'attire la réponse que vous connaissez.

Bref, en voilà cinq devant le tribunal correctionnel pour « vol, outrage et violence sur agent de la force publique ». Et le sixième? Il a, par magie, disparu de la procédure. Il est hospitalisé avec une jambe brisée, « ayant glissé dans le commissariat ».

Ils appellent à venir les soutenir le 25 mars à 13 heures devant la 17^e chambre correctionnelle du palais de justice de Bobigny (M^e Bobigny-Pablo-Picasso)

Rencontre des libertaires de Poitou-Charentes

VOUS habitez la région Poitou-Charentes... Vous vous sentez proche des idées libertaires ou vous êtes déjà impliqué dans le mouvement... Vous êtes isolé(e) et vous cherchez à (re)trouver des personnes qui partagent les mêmes aspirations... Vous pensez que les idées libertaires pourraient avoir davantage d'écho dans la société pour peu qu'on les inscrive dans le présent et qu'un large mouvement pluriel s'attache à les populariser d'une manière unitaire...

Vous êtes attaché à votre autonomie... ou à votre organisation politique, syndicale... Vous cherchez à partager vos réflexions tout en gardant votre spécificité et votre liberté... Vous affirmez votre identité tout en étant ouvert(e) à l'écoute des autres sensibilités...

Vous êtes convaincu que l'union sur l'essentiel libertaire fait d'autant plus la force qu'elle se conjugue à tous les temps du respect des différences particulières... Vous avez envie d'échanger, de communiquer, de dialoguer, de débattre avec des libertaires de votre région... et plus, si affinités...

Histoire de voir, de se découvrir, de se connaître, de se reconnaître, et de faire ensemble, un bout de route sur le chemin d'un rêve partagé...

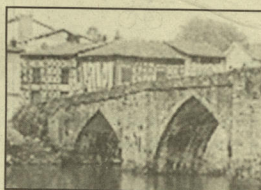
Histoire de se rencontrer, de se découvrir, d'une manière informelle, autour d'un bon repas, sans ordre du jour particulier, sans engagement définitif... Si l'ouverture à d'autres libertaires vous branche, prenez note de ce rendez-vous...

Le samedi 20 avril 2002, nous bâtissons ensemble les fondations d'une aventure à nulle autre pareille, celle de la libre association des égaux libertaires de notre région! Les seules choses impossibles sont celles aux-

quelles on ne croit pas vraiment, aimait à dire le camarade Malatesta... Au plaisir de vous y rencontrer!

Des libertaires de Poitou-Charentes

Première rencontre des libertaires de Poitou-Charentes, samedi 20 avril 2002 de 12 à 18 heures, Moulin des Rochards, Champdenier (Niort, Deux-Sèvres)



Pont Saint-Martial à Limoges

Repas à 13 heures (participation aux frais libre). Possibilité de prolonger en soirée. Accès à Champdenier (Parthenay) prendre la D12 (direction Sainte-Ouennne - Saint-Maxire), à 1 km, sur la gauche, suivre la pancarte « lieu de vie l'Églantine », Moulin des Rochards.

Si vous êtes perdu(e), téléphonez au 06 82 94 43 16 ou au 05 49 25 88 81.

Une rencontre « enfants admis »! Un espace sera réservé aux enfants présents. Pour éviter les gaspis, annoncez-nous votre participation au 06 82 94 43 16 ou par courrier chez Roger Noël, Les Colombiers, route de la Cotinière, 17310 Saint-Pierre-d'Oléron.

À la petite semaine

Des hommes de conviction

JOSPIN, aujourd'hui socialiste allégé, a été de la pire secte trotskiste. Dans sa jeunesse, Chirac vendait l'Humanité. Son amour précoce pour la patrie et les colonies avait fait de Chevènement un partisan de l'Algérie française. Avant de jouer les requins décontractés du libéralisme branché, Madelin pointait chez les fachos d'Occident, et son ami Brice Lalonde au Syndicat des correcteurs CGT.

Le Pen avait de beaux yeux, tu sais, lorsqu'il rédigeait sa thèse sur l'anarchisme avant d'user sans gêne de la gégène, puis de se faire l'instrument de Mitterrand, et Mégret faisait ses classes au RPR avant de se rêver petit Himmler. Irrévocable écolo désormais, Mamère

trouvait naguère des vertus au Paris-Dakar des connards motorisés milliardaires.

Je vous vois ricaner, je vous entends ironiser sur la force des convictions, des opinions ancrées dans la durée, sur les grands desseins pour demain et les dévouements sincères qui ressemblent à des plans de carrière.

C'est facile. En vérité, tout le monde le dit, seuls les imbéciles ne changent pas d'avis. Au vu de tous ces revirements, on se dit que c'est épais tant qu'il y ait, en politique, autant de personnalités intelligentes. Et quand vient l'heure de la campagne électorale, c'est un vrai festival. Cramponné bêtement à son anarchie, on se sent petit et tout écrasé par tant de génie.

Floréal

brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves

Hymnes nationaux

DANS un souci de communication, les candidats ont décidé de choisir un hymne de campagne. Les fafs ont pensé à la célèbre chanson de Brassens *Quand on est con, on est con*, résumant par là même la mentalité de leurs militants (malheureusement pas de leurs dirigeants). Chirac a opté pour *les Portes du pénitencier*, montrant la destinée de tous les hommes politiques. L'UDF a pris ce célèbre refrain « d'un Z qui veut dire zéro » pensant à son excellent score (voire à son candidat). Le PS a choisi de résumer sa politique avec: « Tiens, voilà main gauche; tiens, voilà main droite. » Les Verts ont pris un hymne à leur candidat tombé du ciel: *Petit*



J. G.

papa Noël. Le PCF a, lui, expliqué sa façon d'être: « Un pas en avant, un pas en arrière. » Quant à l'hymne électoral des anars, il est bien connu: « Ainsi font, font, font les petites marionnettes, etc. ».

Proche Orient

Une accalmie dans les combats en Palestine, Sharon a retiré ses chars d'une partie des zones occupées, alors que l'émissaire américain vient d'arriver dans la région. On peut donc espérer un cessez-le-feu et, pourquoi pas? des négociations. Penchons-nous maintenant sur la question de l'envoyé de Washington. Pourquoi est-il venu? Pour tenter de trouver une solution à ce conflit qui empêche toute vie décente dans le coin? Non. Son but avoué c'est de trouver un accord afin d'obtenir l'appui des pays arabes dans son attaque contre Saddam Hussein. Après qu'on nous a dit que Ben Laden se trouvait en Afghanistan (où des combats ont toujours lieu), qu'on se soit battu aux Philippines (c'est pas fini), voilà main-

tenant que la guerre s'en prend à l'Irak (soit dit en passant Saddam est loin d'être un enfant de chœur). Alors, je pose cette question: Quelles sont les vraies raisons de cette prétendue lutte antiterroriste?

Que DAL

1500 personnes environ répondent à l'appel du DAL pour cette manifestation. Partis de République, à Paris, avec beau temps nous avons décidé de stopper à Arts-et-Métiers et d'y faire un blocage pour interpellier les pouvoirs publics (l'objectif étant d'obtenir une entrevue avec les directeurs de campagnes de Chirac ou Jospin). Au bout de quelque temps une délégation est reçue, l'entrevue n'a pas lieu mais nos revendications sont notées (ça rime avec corbeille à papier). Nous nous disperserons finalement vers 18 heures. Mobilisation petite pour résultat décevant. Espérons mieux la prochaine fois (les familles du 81, avenue de la République n'ont toujours pas de résultats, tout soutien est le bienvenu).

Abonnez-vous !

Abonnez-vous !

le monde libertaire n°22

supplément gratuit au n°1273

Nouvelles de la librairie

L'Edito!

La librairie du *Monde libertaire* donne de ses nouvelles plusieurs fois par an. Notre librairie est ouverte du lundi au vendredi de 14h à 19h30 et le samedi de 10h à 19h30.

Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59
145, rue Amelot 75011
Paris ou par correspondance. Les frais postaux sont de 10 %.

Les temps sont difficiles...

Les abonnés au *Monde libertaire* ne paient pas les frais postaux (joindre la bande de routage). Les porteurs de la carte de soutien à *Radio libertaire* bénéficient de 5% de remise sur livres, CD et K7. Pour une commande de plus de 92 €, vous pouvez envoyer plusieurs chèques.

Vous recevez régulièrement des nouvelles de la librairie PUBLICO. Si vous souhaitez continuer à recevoir celles-ci, il est impératif de nous retourner vos coordonnées dans l'enveloppe jointe.

- Oui, je souhaite continuer à recevoir les nouvelles de la librairie.
 Non, je ne le souhaite pas.

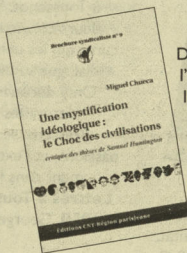
(cocher la case correspondante)

M./Mme/Mlle :

Adresse :

Ville :

Département :



Devant une escalade qui risque d'accréditer l'idée d'une guerre en cours entre l'Occident et l'Islam, il semble utile de publier une critique détaillée d'un livre où quelques-uns ont cru trouver les clés d'accès au monde instauré sur les ruines de la guerre froide. Ce faisant, les éditions CNT-RP veulent contribuer à la critique des discours « identitaires ».

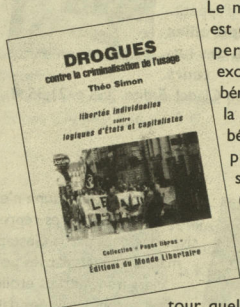
Une mystification idéologique : le choc des civilisations. Critique des thèses de Samuel Huntington.
Miguel Chueca Ed. CNT-RP. 42 p. 3,80 €.



Notre Paris est celui des métèques, des voyageurs, des flâneurs, comme des prolétaires. Entaillés de tous les âges, féministes de tous les temps, opprimés de toutes les oppressions, ce livre est leur livre. C'est le livre des squats et des démenagements à la cloche de bois. La ville appartient à ceux qui l'arparent, pour un jour ou pour dix ans, ou pour toujours. Véhicules incendiés, chaussées défoncées, ce livre vous est dédié. Une belle ballade à travers les Paris de la subversion et des émeutes.

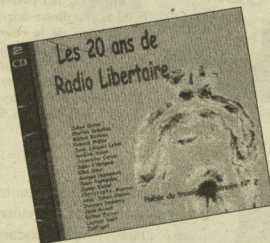
Un Paris révolutionnaire. Ouvrage collectif, sur une idée de Claire Auzias. Dagorno. 383 p. 29,75 €.

Éditions du Monde libertaire et de Radio libertaire



Le marché de la drogue est énorme car l'interdit permet une pratique exorbitante des prix : les bénéfices du marché de la drogue dépassent les bénéfices de l'industrie pétrolière. Les États sont complices (comment pourrait-on autrement perdre la trace de telles masses financières ?) et reçoivent à leur tour quelques dividendes... À noter pour la France les liens étranges que l'on peut voir entre deux ministres de l'Intérieur des années 80 et la French connexion, la politique de Total en Birmanie qui blanchit l'argent sale du Triangle d'or... La prohibition est une arme à la fois financière et géopolitique.

Drogues, contre la criminalisation de l'usage. Libertés individuelles contre logiques d'États et capitalistes. Théo Simon.. Ed. du Monde libertaire. 130 p. 7 €.



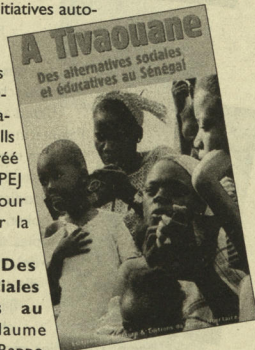
Les 20 ans de Radio libertaire. Poésie contemporaine n°2. Deux CDs, 9 et 8 titres. 19,80 €.

Alain Robinet - Esther Ferrer - Antoine Simon - Charles Dreyfus - Anne James Chaton - Michel Bulteau - Jean-Jacques Lebel - Boxon - Jacques Demarck - Jacqueline Cahen - Jean Monod - Julien Blaine - Patrick Muller avec Laurent Saël et Zoé Faget.

À Tivaouane, ville du Sénégal de quarante mille habitants, un groupe de militant(e)s pédagogiques, syndicaux et politiques, accompagnés d'habitants des quartiers, a mis en place des initiatives auto-gérées répondant à leurs besoins quotidiens dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la santé. Ils ont notamment créé le centre AUPEJ (Actions utiles pour l'enfance et pour la jeunesse).

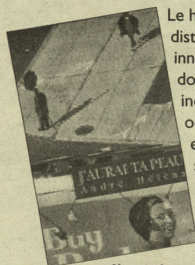
À Tivaouane. Des alternatives sociales et éducatives au Sénégal. Guillaume Burnod et David Rappe..

Ed. du Monde libertaire et Bonaventure. 45 mn. 12,20 €.



Forum et projection à la librairie du Monde libertaire le samedi 6 avril à 16 h 30

nouveautés



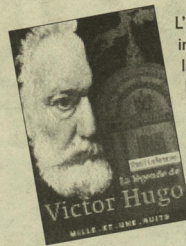
Le héros de ce roman ne se distingue en rien de la foule innombrable des anonymes dont on fait les soldats inconnus. Mais au fond de cet océan de médiocrité sociale et de misère morale sommeille un mépris de l'ordre établi qui transformera cet homme rompu à des années de soumission en ange exterminateur.

J'aurai ta peau. André Hélène. E-dite. 145 p. 15,25 €.



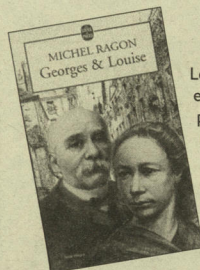
Été 1944. Un petit village du Jura. Derrière ses volets clos, Ferdinand Bringuet, mécanicien retraité des chemins de fer observe la débâcle des Allemands. Est-ce la fin de la guerre ? Impitoyable réquisitoire contre la guerre, cette œuvre grave est une magnifique réflexion sur l'âme humaine, le sens de la justice, la culpabilité.

La retraite aux flambeaux. Bernard Clavel. Éditions Albin-Michel. 172 p. 13,90 €.



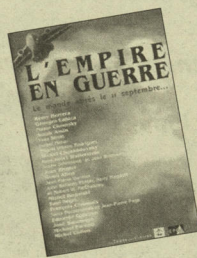
L'écrivain socialiste, mais inclassable, auteur du Droit à la paresse, s'attaque à la légende nationale et républicaine. Pour lui, le parcours politique du poète est celui d'un bourgeois écrivain qui a trahi la cause du peuple à plusieurs reprises. Un antidote à l'« hugolâtrie ».

La légende de Victor Hugo. Paul Lafargue. Éditions Mille et une nuits. 96 p. 2,50 €.



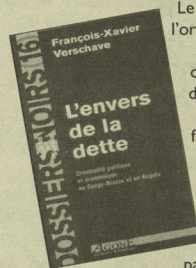
Les relations entre Louise Michel et Georges Clemenceau, vues par Ragon. Disponible maintenant en collection de poche.

Georges & Louise. Michel Ragon. Le livre de poche. 189 p. 4,40 €.



Les intellectuels réunis dans ce volume livrent leurs réactions et leurs analyses, écrites à chaud mais en refusant de céder au climat de psychose qui semble s'être emparé d'une partie de la planète.

L'empire en guerre. Le monde après le 11 septembre. Collectif. Le Temps des cerises et EPO. 237 pages. 14,50 €.



Le brassage continu de l'or noir et de l'« argent noir », du pétrole offshore (au large) et des capitaux offshore (dans les paradis fiscaux), des spéculations inavouables sur le pétrole, la dette et les fournitures de guerre, dessinent un paysage où criminalité économique et politique entrent en synergie.

L'envers de la dette. François-Xavier Verschave. Éditions Agone. 224 p. 13,50 €.



La famille Uccello continue à nous être dévoilée. Comme Augusto dans les abattoirs de Chicago, Armando, balayeur au Tir aux pigeons de Monaco, essaye de tracer dans l'impasse monégasque la route du Vent. Autre révolte, autre destin tragique...

De l'anarchie comme battement d'ailes (Tome 2). Armand Gatti. Éditions Syllepse. 75 p. 7,75 €.

« Tu ne vas pas le croire, mais je suis né six ans avant ma naissance. » Partant de ce principe, comment bâtir une biographie, au sens le plus conventionnel. Présenter Dante Sauveur Gatti, dit Armand Gatti, en quelques mots ? Poète, anarchiste, journaliste...

La poésie de l'étoile. Armand Gatti – Claude Faber. Postface de Bertrand Cantat. Éditions Descartes & Cie. 250 p. 18,30 €.



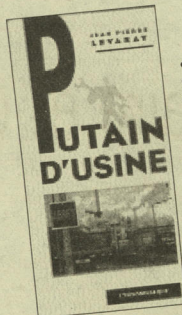
« Tu es l'ami du meilleur de moi-même » confiait Brassens à Toussent. Si ce sont leurs convictions libertaires qui les unissent, leur dialogue va bien au-delà. On y découvre les goûts littéraires de Georges Brassens, ses doutes, ses passions, et l'extrême dénuement dans lequel il vivait.

Lettres à Toussent 1946-1950. Georges Brassens. Textuel. 223 p. 21,20 €.



Ces Mémoires sont d'abord le libre regard que pose une femme sur son XX^e siècle, siècle de luttes et de lettres françaises.

Mémoires irréductibles. Françoise d'Eaubonne. Ed. Dagorno. 1135 p. 27,45 €.



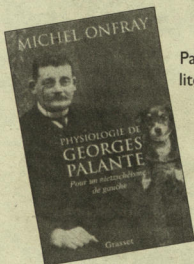
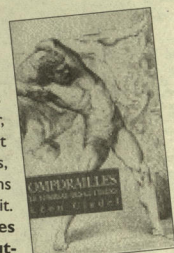
C'est sans fioritures que l'auteur narre avec force le quotidien d'une classe ouvrière qui, loin d'être allée au paradis, se morfond dans un purgatoire oublié.

Englués dans la grisaille, confrontés au mépris et à la morgue des décideurs et gestionnaires, les prisonniers du boulot oscillent entre les tentations de la révolte et les affres de la résignation... Jusqu'à quand ?

Putain d'usine. Jean-Pierre Levaray. Ed. L'Insomniaque. 94 p. 7 €.

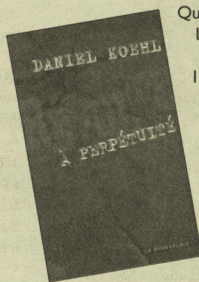
Ce livre de l'homme magnifié nous conte, à travers l'évocation des luttes d'arènes, les amours d'un carrier, être tout de force et de beauté physiques, avec une femme sans frein, terrible d'appétit.

Ompdrailles le tombeau des lutteurs. Léon Cladel. E-dite. 258 p. 21,35 €.



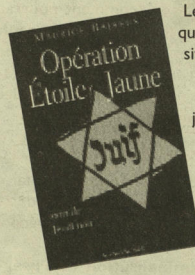
Loin des poncifs sur le nietzschéen de droite blond aux yeux bleus, Palante incarne la possibilité d'un nietzschéisme de gauche. Alcoolique, handicapé, joueur de poker, corrigeant ses copies du Bac dans un bordel, vivant avec une illettrée – ancienne fille à matelots – chasseur myope ratant son gibier, modèle du roman de Louis Guilloux le Sang noir, il ouvrit la voie au courant de Bataille, Foucault et Deleuze.

Physiologie de Georges Palante. Michel Onfray. Grasset. 250 p. 15,90 €.



Quelque part, à la maison centrale de Lannemezan, prison de haute sécurité, Daniel Koehl, condamné en 1978 à la réclusion criminelle à perpétuité pour assassinat, se confie pendant des heures à Pierre-Marie Andréotti, condamné lui aussi à la réclusion criminelle à perpétuité. Ce long tête à tête, enregistré à l'insu de tous, nous parvient aujourd'hui sous forme d'un texte autobiographique d'une force exceptionnelle.

Révolte à perpétuité. Daniel Koehl. La découverte. 224 p. 15 €.



Le port de l'étoile jaune n'est que l'une des mesures répressives décidées par la Gestapo mais appliquée par les policiers français. Les étoiles jaunes seront délivrées dans les commissariats de police et non dans les officines de la Gestapo. La police française fera respecter l'ordre nazi avec un zèle qui lui vaudra les éloges de ses maîtres.

Opération étoile jaune Suivie de : **Jedi noir.** Maurice Rajsfus. Ed. Le cherche midi. 270 p. 17,50 €.

De ce mortifère plan Colombie, projet élaboré par les États-Unis et soutenu par l'Europe, aux réalités quotidiennes, il y a un empire d'hypocrisie et d'exploitation, et surtout la souffrance et la lutte d'un peuple. Ce livre se veut une contribution pour mieux appréhender les véritables enjeux et acteurs du chaos actuel en Colombie.



D'un anticapitalisme solidaire, témoignage sur le plan Colombie.

Hélène Blanchard et Magalie Bornert.

Éditions Réflex. 138 p. 7 €.



Depuis la reconstitution de l'extrême droite française au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les jeunes fascistes n'ont cessé, malgré leur faible audience et leur manque d'implantation dans la société, de s'agiter, de tenter de propager leurs idées nauséabondes et de nuire à certaines franges de la population.

Bêtes et méchants, petite histoire des jeunes fascistes français.

No Pasaran. Éditions Réflex. 205 p. 10 €.

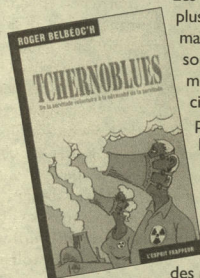


Avant d'être une idéologie, le racisme républicain est un système politique, avec ses gestionnaires : Pasqua hier, Jospin ou Vaillant aujourd'hui. C'est au modèle français de discrimination que l'auteur s'attaque, en démontant les discours qui le légitiment.

Le racisme républicain.

Pierre Tévanian.

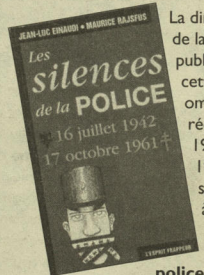
Éditions L'Esprit frappeur. 93 p. 4,55 €.



Les citoyens sont devenus de plus en plus exigeants en matière de mensonges et ce sont désormais des experts : médecins, scientifiques, associations, syndicats, etc. qui ont pris le relais des politiques. Mais si les « citoyens » sont de plus en plus exigeants, ce n'est pas pour faire connaître la vérité, mais afin que ces mensonges soient crédibles et leur évitent des problèmes de conscience insolubles.

Tchernobylus. De la servitude volontaire à la nécessité de la servitude. Roger Belbéoc'h.

Éditions L'Esprit frappeur. 109 p. 4,55 €.

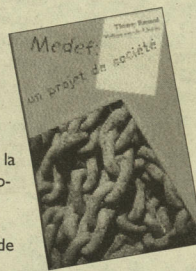


La direction « scientifique » de la police de Paris a osé publier une histoire de cette noble institution omettant deux dates récentes : le 16 juillet 1942 et le 17 octobre 1961. Si vous voulez savoir ce qui s'est passé à Paris en 1942 et en 1961, lisez ce livre.

Les silences de la police. 16 juillet 1942, 17 octobre 1961.

Jean-Luc Einaudi - Maurice Rajsfus.

Éditions L'Esprit frappeur. 86 p. 3,05 €.



Du pare aux retraites, en passant par de nombreux « chantiers », les négociations ont été chroniquées comme de véritables feuilletons. Mais qui se penche aujourd'hui sur la réflexion idéologique du patronat ?

Medef : projet de société.

Thierry Renard et Voltairine de Cleyre.

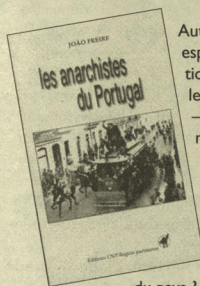
Éditions Syllepse. 126 p. 8 €.



Attentats, grèves, meetings, procès, emprisonnements se succèdent autour d'« Emma la Rouge ». Mais elle n'oublie pas de vivre. Elle aime les fêtes, l'art, le raffinement, et ne craint pas de s'exprimer sur des sujets tabous même parmi les gens de gauche : le droit à l'amour et à la libre disposition de son corps, le contrôle des naissances, la prostitution, l'homosexualité, la psychanalyse, la lutte des minorités ethniques, etc. Bref, elle dérange, et pas seulement le pouvoir en place.

L'épopée d'une anarchiste. Emma Goldman.

Éditions Complexe. 309 p. 10,50 €.



Autant l'anarchosyndicalisme espagnol a été source d'inspiration pour les historiens, autant le syndicalisme révolutionnaire – et, plus généralement, le mouvement libertaire – de son voisin ibérique a été livré à l'oubli. Qui sait, par exemple, que l'organe de la CGT portugaise, A Batalha, figura au troisième rang des quotidiens les plus lus du pays ? Le livre de João Freire fait

sortir ce riche mouvement de l'ombre où il était resté trop longtemps.

Les anarchistes du Portugal. João Freire.

Éditions CNT-RP. 336 p. 13 €.



À Auschwitz on détruisait les hommes par la chambre à gaz, à la Kolyma par le travail forcé, et dans le laogai chinois par le lavage de cerveau. Le récit de Lau Sanching constitue un voyage hallucinant dans l'envers du décor de la Chine des années Deng Xiaoping.

Dix ans dans les camps chinois. Lau Sanching –

Préface de Jean-Jacques Gandini.

Éditions L'Esprit frappeur. 205 p. 18,30 €.

CD



Les Chants de Maldoror. KC.
Instrumental, 6 titres. 12 €.



Mes premiers vinyls. Michèle Bernard.
Deux CD, 22 et 24 titres. 21,20 €.



Une fois qu'on s'est tout dit. Michèle Bernard. 15 titres. 19,55 €.



Léo, domani... Joan Pau Verdier.
17 titres autour de Léo Ferré. 18,90 €.



Lucha y fiesta. Ya Basta!
Ska punk, 11 titres. 10 €.

